

Distribution limitée

RM/FS/CONSULTANT

---

**brésil**

**Propositions relatives à  
l'élaboration d'un projet-pilote  
d'alphabétisation fonctionnelle**

janvier-février 1968

par MM. P. Henquet et A. Sammak

---

N° de série :  
804/BMS. RD/EDA  
Paris, septembre 1968

**unesco**

APTD 03.2.4-8/4 Verjo

U N E S C O

Propositions relatives à l'élaboration d'un  
Projet pilote d'alphabétisation fonctionnelle  
au Brésil

établies à la suite d'une Mission préliminaire effectuée  
à la demande du Gouvernement brésilien par  
MM. P. Henquet (France) et A. Sammak (République arabe syrienne)  
en janvier-février 1968

-:-:-

A - Aspects généraux du développement économique et social du Brésil

1. Rappel de quelques données de base

La République fédérale des Etats Unis du Brésil qui regroupe 22 Etats, 4 territoires et 1 district fédéral, s'étend sur une superficie de 8,5 millions de km<sup>2</sup>, presque égale à celle de tous les Etats d'Amérique du Sud réunis. Sa population s'élevait au 31 décembre 1967 à 87 millions d'habitants<sup>(1)</sup>, soit une densité moyenne un peu supérieure à 10 habitants au km<sup>2</sup>. Le taux d'accroissement démographique est passé de 2,4 % par an au cours de la période 1940-1950 à 3 % environ pour la période 1960-1967, principalement par suite de la réduction du taux de mortalité; ce rythme très élevé de croissance devrait se maintenir pendant les années à venir. Cette population se caractérise par son extrême jeunesse puisque, comme il ressort du tableau ci-dessous établi sur la base des données recueillies lors du recensement de 1960, plus de la moitié des Brésiliens ont moins de 20 ans.

---

(1) Projection calculée à partir des résultats du recensement de 1960.

Tableau 1 : Répartition de la population par groupes d'âge

<u>Groupe d'âge</u>	<u>Pourcentage</u>
Moins de 0 à 9 ans	32
10 à 19 ans	22
20 à 69 ans	45,4
Plus de 70 ans	1,6

La population active représentait 32,3 % de la population totale en 1960 et se répartissait comme il suit entre les différents secteurs de production :

Tableau 2 : Evolution de la répartition de la population active par secteur d'activités (en pourcentage)

<u>Secteur :</u>	<u>1940</u>	<u>1950</u>	<u>1960</u>
<u>Primaire</u> (agriculture et mines)	64,1	57,8	51,7
<u>Secondaire</u> (industries et transports)	12,1	15,6	15,1
<u>Tertiaire</u> (services, administration, etc.)	23,8	26,6	33,2

Source : Plan décennal de développement économique et social, juin 1966.

L'accroissement de cette population s'effectue à des rythmes différents selon les secteurs :

Tableau 3 : Taux moyen de croissance exponentielle de la population économiquement active

<u>Secteur :</u>	<u>1940-1950</u>	<u>1950-1960</u>	<u>1960-1967</u>
<u>Primaire</u>	1,3	1,7	1,5
<u>Secondaire</u>	5	2,4	3,5
<u>Tertiaire</u>	2,2	5,1	4,9
Total :	2	2,8	3,1

Source : Plan décennal de développement économique et social, mars 1967.

Le produit intérieur brut (PIB) a été estimé pour 1966 à 44.369 millions de cruzeiros<sup>(2)</sup>, soit un PIB per capita variant, selon le taux de change adopté, entre 200 et 250 US \$. La distribution de la valeur ajoutée entre secteurs productifs montre que l'agriculture et l'industrie présentent, à l'heure actuelle, une importance économique presque égale, ce qui, si on le rapproche des données figurant au tableau 2 ci-dessus, met en évidence la faible productivité de la population employée dans l'agriculture.

Tableau 4 : Contribution à la valeur ajoutée de chaque secteur en 1966

Agriculture	28,4 %
Industrie	27,9 %
Secteur tertiaire	43,7 %

Source : Croissance économique du Brésil : problèmes et perspectives; Rapport de mission de la BIRD, octobre 1967.

De 1947 à 1961, l'économie brésilienne s'est développée à un rythme élevé, qui s'est situé en moyenne, à prix constant, à 5,2 % de 1947 à 1956, pour atteindre 7 % de 1957 à 1961, soit un taux de croissance per capita de 2,5 et 3,8 %. En 1962 et 1963, ce taux est tombé à 3,5 % (soit 0,3 % per capita) à la suite d'un ralentissement très sensible de l'activité industrielle, qui s'est cumulé avec une baisse de la production agricole, elle-même provoquée par des perturbations climatiques. Après une période d'austérité économique et de lutte contre l'inflation, l'économie brésilienne semble être entrée depuis 1966 dans une nouvelle phase d'expansion rapide.

---

(2) Annuaire statistique du Brésil, 1967.

La balance commerciale, constamment déficitaire depuis de longues années, fait apparaître depuis 1964, grâce essentiellement à une réduction des importations, un excédent appréciable.

Tableau 5 : Balance commerciale du Brésil (1960-1966)  
(en millions de \$ U.S.)

	Exportations	Importations	Excédent -Déficit
1960	1269	1462	- 193
1961	1403	1460	- 57
1962	1214	1475	- 261
1963	1406	1487	- 81
1964	1430	1263	+ 167
1965	1595	1096	+ 499
1966	1741	1496	+ 245

Source : Annuaire statistique du Brésil, 1967.

Malgré les efforts de diversification de la production agricole, le principal produit exporté reste le café, qui a représenté 53,1 % de la valeur totale des exportations en 1964, 44,3 % en 1965, et 44,4 % en 1966.

En matière de finances publiques, des efforts ont été entrepris par le Gouvernement brésilien pour réduire le montant de l'impasse budgétaire qui constitue l'un des facteurs traditionnels d'inflation; d'importantes limitations de crédit ont été prévues à cet effet dans l'exercice 1968.

Tableau 6 : Evolution des recettes et dépenses fédérales<sup>(1)</sup>  
(en millions de cruzeiros nouveaux à prix courant)

	<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Déficit</u>
1963	953,1	1.277,6	- 324,5
1964	2.010,6	2.770,7	- 760,1
1965	3.593,9	4.414,9	- 821,0
1966	6.007,0	6.138,6	- 131,6

Source : Annuaire statistique du Brésil, 1967.

## 2. La planification du développement

Après la création d'une Commission nationale de planification (COPLAN), un premier Plan général de développement a été établi pour la période 1963-1965. Il prévoyait des investissements équivalant à 3,5 milliards de cruzeiros nouveaux (au prix de 1962) qui devaient permettre un accroissement annuel de 7 % du produit réel. A ce plan a été substitué, à la suite des événements de 1964, un Programme d'action économique triennal couvrant les années 1964-1966.

En 1966 et 1967, le Ministère du Plan et de la Coordination économique a élaboré un projet de Plan décennal de développement économique et social dont l'objectif central était de déterminer les lignes de force et les directions principales de la politique de développement économique du Gouvernement fédéral pour la période 1967-1976. Ce plan, qui n'a jamais été adopté en tant que tel, constitue un ensemble d'études et de programmes coordonnés et organiquement intégrés par le Ministère du Plan et réalisés par des Groupes de coordination créés par décret 57.464 du 20 décembre 1965 et composés, pour chacun des grands secteurs de la vie économique, des représentants des Ministères, des organismes régionaux, des Etats et du secteur privé.

(1) A l'exclusion des budgets des Etats et des Administrations municipales (municipios).

Ce plan décennal prévoit un taux annuel de croissance de 5,5 % en 1968-1969, et de 6 % de 1970 à 1976, grâce à des investissements s'élevant à 37,408 milliards de cruzeiros nouveaux (au prix de 1966) pour la période 1967-1971. Ses principales dispositions et orientations, qui ont été reprises en particulier dans un document intitulé "Programme stratégique de développement", approuvé par le Président de la République le 14 juillet 1967, faciliteront l'élaboration d'un Plan triennal (1968-1970) et l'établissement du premier budget pluri-annuel qui doit être soumis prochainement au Congrès national.

Considérant que le développement doit être au service du progrès social et de la valorisation de l'homme, le plan accorde une priorité importante aux actions d'éducation et de formation qui sont intégrées et harmonisées avec les autres objectifs fondamentaux de l'action économique et sociale. Des projections relatives à la structure de la population active, par secteur et par branche, jusqu'en 1976, ont été établies et les besoins en main-d'oeuvre ont été évalués par groupe de catégories socio-professionnelles.

Le développement des différents degrés d'enseignement et des divers types de formation a été planifié en fonction de ces besoins, surtout en ce qui concerne l'enseignement technique et la formation professionnelle. Les crédits affectés au financement de l'éducation pour la période 1967-1976 ont été fixés à 24,737 milliards de cruzeiros nouveaux (au prix de 1966), dont 20,537 correspondent à des dépenses de fonctionnement et 4,200 à des dépenses en capital, ce qui représentera en 1971 près de 4 % du produit national net.

En ce qui concerne l'alphabétisation, le projet de Plan décennal souligne la gravité du problème de l'analphabétisme et met l'accent sur ses implications politiques et socio-économiques. Il prévoit le lancement d'une campagne massive en vue d'éliminer, avant 1976, l'analphabétisme de la population de 10 à 29 ans, dans les 26 capitales des Etats et territoires. Ce choix, rendu nécessaire



par la limitation des ressources, se justifie d'une part par le fait que les groupes d'âge retenus comprennent des personnes qui ont devant elles une longue période de vie active, d'autre part par la disponibilité de facilités matérielles dans les capitales.

Des éléments relatifs aux coûts unitaires de l'alphabétisation envisagée figurent dans le plan, mais le coût global de la campagne n'est pas spécifié, les dépenses d'alphabétisation étant groupées avec celles de l'enseignement primaire.

### 3. L'industrialisation

L'industrialisation du Brésil, qui ne date que de la seconde guerre mondiale, visait essentiellement, à l'origine, à assurer une production nationale capable de se substituer aux importations. Progressivement cependant, le mouvement s'est amplifié et l'industrie a commencé à exporter une partie de sa production. C'est ainsi que les exportations industrielles ont atteint 100 millions de dollars U.S. en 1966 (contre 21 millions seulement en 1960), ce qui ne représente cependant que 5,7 % du total des exportations. Le rythme de l'industrialisation a été particulièrement rapide; l'indice de la production intéressant les industries de transformation, les industries extractives, la construction civile et l'énergie électrique, est passé de 100 en 1949 à 295 en 1961<sup>(1)</sup>.

Le développement industriel demeure néanmoins concentré dans certaines régions du pays, ce qui risque d'accentuer la disparité et l'inégalité des niveaux et des rythmes de développement entre les différentes régions et d'accroître les déséquilibres socio-géographiques de cette "terre de contrastes" que constitue le Brésil. Ainsi le Sud, et notamment l'Etat de Sao Paulo, est

---

(1) A partir de 1962, un nouvel indice de la production industrielle a été établi.

fortement industrialisé par rapport au Nord Est et au Centre du pays. Sur un total de 1.840.000 ouvriers travaillant en 1965 dans les industries manufacturières<sup>(1)</sup>, 922.000 environ, soit plus de la moitié, se trouvaient dans l'Etat de Sao Paulo. Ce phénomène de concentration géographique des industries intéresse également, quoique dans une moindre mesure, la ville de Rio de Janeiro (Etat de Guanabara) où l'on comptait en 1965 près de 189.000 ouvriers travaillant dans les industries manufacturières, soit 10,3 % de la main d'oeuvre utilisée par ces industries.

Les villes industrielles, et surtout Sao Paulo, constituent des pôles d'attraction pour la main d'oeuvre des régions pauvres. Des flux migratoires internes drainent vers elles les habitants des régions rurales surpeuplées, comme le Nord Est, où les possibilités d'emploi industriel restent limitées et où un sous-emploi et un chômage déguisé prévalent dans l'agriculture. Cette main d'oeuvre migrante, qui a été évaluée approximativement pour Sao Paulo à 150.000 personnes par an (dont 30.000 à 50.000 en âge et en situation de travailler), ne possède généralement aucune qualification professionnelle et conserve les habitudes et les attitudes propres au milieu rural. Elle trouve difficilement à s'employer, sinon de façon sporadique et discontinue, et est absorbée en majeure partie par l'industrie de la construction civile.

C'est ainsi que l'industrie de la construction civile et mobilière dans l'Etat de Sao Paulo employait en 1965-1966, d'après les résultats des enquêtes effectuées par le Service National d'Apprentissage Industriel (SENAI), près de 139.600 ouvriers (dont 61.700 dans la ville de Sao Paulo même), ce qui représentait 11,5 % de la main d'oeuvre industrielle de l'Etat. Le nombre réel d'ouvriers employés par cette industrie est probablement plus élevé, compte tenu de la sous-évaluation souvent pratiquée par les entreprises afin d'échapper au paiement de l'intégralité des prestations de sécurité sociale et que rend plus facile la grande mobilité de l'emploi dans ce secteur industriel.

---

(1) Chiffres cités dans le rapport de la mission de la BIRD (octobre 1967).

En dépit des disparités existantes, l'industrialisation des régions pauvres du pays commence cependant à faire des progrès, notamment au Nord Est. Grâce à la Surintendance du développement du Nordeste (SUDENE), organisme de développement régional créé le 15 décembre 1959, des pôles de croissance industrielle se sont progressivement formés, la plupart du temps autour des principaux ports de la région et spécialement à Salvador, Recife et Fortaleza. La SUDENE poursuit en effet une politique systématique d'encouragement aux investissements, dont l'instrument principal est constitué par les articles 18 et 34 de son Plan directeur; ces articles permettent à toute entreprise de déposer jusqu'à 50 % du montant des impôts dont elle est redevable dans un compte bloqué, sans intérêts, et pouvant servir au financement éventuel de ses investissements industriels au Nordeste lorsqu'ils sont approuvés par la SUDENE.

Le plus important pôle de développement industriel créé ou renforcé grâce à ces mécanismes est celui de Salvador (Etat de Bahia). De 1966 à juillet 1967, la région de Salvador a bénéficié de 44 % du montant total des investissements autorisés par la SUDENE dans le cadre de l'application des articles 18/34. Près de la banlieue industrielle du Grand Salvador, où travaillent 20.000 ouvriers, une nouvelle zone industrielle entièrement nouvelle a été créée à Aratu, qui doit être desservie par des installations portuaires autonomes dont la construction est financée par un prêt de la BIRD. Déjà quelques industries employant près de 5.000 ouvriers ont commencé à fonctionner dans cette zone nouvelle d'expansion industrielle où l'installation de plus de vingt entreprises représentant environ 15.000 emplois nouveaux est prévue avant 1970. Ces entreprises recruteront la plus grande partie du personnel qui leur est nécessaire parmi les habitants de la région.

10.

Le nombre d'ouvriers recensés dans les industries manufacturières de l'Etat de Bahia s'élevait, en 1965, à 27.013 personnes réparties de la manière suivante :

- Industries alimentaires	6126
- Industries chimiques	4808
- Industrie du tabac	4575
- Minerais non métalliques	2482
- Boissons	1613
- Métallurgie	1385
- Autres	1637

La répartition de la main d'oeuvre industrielle au Brésil par niveaux de qualifications fait ressortir l'importance de la catégorie de la main d'oeuvre "semi-qualifiée", ainsi que la disparité existante en ce qui concerne la catégorie des "ouvriers qualifiés" entre les industries manufacturières et l'industrie de la construction civile. En fait, il semble que le progrès technique et la mécanisation croissante dans les industries tendent à accroître l'importance relative des ouvriers "semi-qualifiés" au détriment des ouvriers qualifiés d'une part et, dans une moindre mesure, des ouvriers sans qualifications de l'autre.

Tableau 7 : Composition de la main d'oeuvre industrielle par niveaux de qualification  
(en pourcentage)

	<u>Industries manufacturières</u> (1963)	<u>Construction civile</u> (1965)
Ouvriers semi-qualifiés	38.10	30.10
Ouvriers qualifiés	9.97	25.64
Agents de maîtrise	3.59	4.71
Auxiliaires techniques	1.48	1.00
Techniciens de niveau moyen	0.88	0.35
Ingénieurs	0.41	0.66
Autres	45.57	37.56
	<hr/> 100.00	<hr/> 100.00

Source : "Main d'oeuvre industrielle"; étude pour le SENAI et document du plan décennal.

L'industrialisation n'a pu toutefois se développer au Brésil qu'à la faveur d'une protection douanière sévère. En dépit de niveaux de salaires relativement bas, les coûts de production dans beaucoup d'entreprises demeurent élevés. Cette situation n'est pas sans rapport avec le faible niveau d'efficacité et de productivité de la main d'oeuvre, particulièrement aux échelons les moins élevés, et avec les difficultés qu'elle éprouve à s'adapter à la civilisation industrielle, compte tenu de l'insuffisance de sa formation. En réalité, le Brésil se trouve devant un phénomène commun à beaucoup de pays en voie de développement, à savoir un excédent de main d'oeuvre sans qualifications qui coïncide avec une pénurie de main d'oeuvre vraiment qualifiée.

A s'en tenir aux catégories "ouvriers qualifiés" et "ouvriers semi-qualifiés", on constate que pour répondre à des besoins de main d'oeuvre grandissante, les programmes de formation professionnelle n'ont pas été et ne sont pas encore en mesure de satisfaire la totalité de la demande. Quant à la formation faite "sur le tas", elle se heurte souvent à de sérieuses difficultés et ne donne pas toujours les résultats espérés. La formation professionnelle des ouvriers qualifiés et semi-qualifiés dépend essentiellement du SENAI et, pour les ouvriers qualifiés, de la Division de l'enseignement industriel du Ministère fédéral de l'Education et de la Culture (MEC).

Le SENAI, qui a été créé en janvier 1942 par la Fédération des industries brésiliennes et dont le financement est assuré par un prélèvement de 1 % sur les salaires, dispose d'un réseau de formation s'étendant sur toutes les régions industrielles du pays. A l'origine, il a été conçu comme un organisme chargé de la formation d'apprentis de 14 à 18 ans grâce à la combinaison de cours théoriques et de travaux d'application pratique. Par la suite, il a étendu son champ d'activité à la formation professionnelle des adultes. Actuellement, à côté des cours d'apprentissage d'une durée généralement longue (deux ans) destinés à former des

ouvriers qualifiés, le SENAI organise dans ses écoles et ses centres de formation des cours intensifs de formation pour adultes (destinés en grande partie à la formation d'ouvriers semi-qualifiés), et des cours de perfectionnement (pour ouvriers qualifiés). En 1965, le nombre d'ouvriers et d'apprentis qui bénéficiaient de l'assistance du SENAI se répartissait comme il suit :

Tableau 8 : Cours organisés par le SENAI

- Cours d'apprentissage	27.495
- Cours intensifs de formation	19.267
- Cours de perfectionnement	7.075
- Cours pour le personnel SENAI	432
- Cours pour techniciens moyens	781
Total :	<u>55.600</u>

Source : Document du projet du Plan décennal.

En dehors de la formation dispensée dans ses centres et écoles, le SENAI entreprend également, à la demande des entreprises, une formation sur les lieux de travail adaptée à des besoins particuliers et destinée généralement à préparer des ouvriers semi-qualifiés ou à perfectionner des ouvriers qualifiés, des chefs de chantiers, des auxiliaires techniques, etc. En 1966, 36 entreprises avaient signé à cet effet des accords avec le SENAI (10 entreprises sidérurgiques, 5 industries mécaniques et métallurgiques, 5 industries textiles, etc.) et 77.000 ouvriers environ bénéficiaient d'une formation spécialisée.

Le programme de formation de la main d'oeuvre industrielle de la Division de l'enseignement industriel du MEC a été organisé par décret du 28 décembre 1963, afin de compléter et de renforcer l'action du SENAI. Au cours d'une première phase expérimentale de 20 mois, le programme devait permettre de former 32.400 ouvriers

qualifiés, 3.100 superviseurs, 4.100 auxiliaires techniques, 4.200 techniciens et 2.100 instructeurs. A la différence du SENAI, la Division de l'enseignement industriel n'exécute pas elle-même ce programme, mais apporte une aide financière et un soutien technique aux organismes et entreprises qui désirent en bénéficier et dont le nombre s'est élevé à 320 pendant la phase expérimentale.

Malgré leur importance, les programmes de formation professionnelle du SENAI et du MEC ne couvrent qu'une partie des besoins en ouvriers qualifiés et semi-qualifiés des entreprises industrielles.

Les responsables de la planification estiment que les industries devraient employer en 1968 près de 35.000 nouveaux ouvriers qualifiés et 79.000 nouveaux ouvriers semi-qualifiés, et prévoient un accroissement régulier de ces chiffres qui pourraient atteindre, en 1976, 50.000 et 101.000 respectivement<sup>(1)</sup>. La Division de l'enseignement industriel évalue de son côté à 60.000 le nombre en ouvriers qualifiés qui devraient être formés ou perfectionnés chaque année<sup>(2)</sup>.

Les statistiques du marché du travail confirment d'ailleurs la pénurie d'ouvriers qualifiés et semi-qualifiés qui est aggravée, en ce qui concerne les premiers, par le fait qu'une partie des apprentis du SENAI quittent, une fois formés, le secteur industriel pour s'établir à leur propre compte comme artisans.

L'insuffisance de cette catégorie de main d'oeuvre est ressentie à différents degrés suivant les régions et les types d'industrie. Il semble qu'elle soit particulièrement importante dans la construction civile, surtout à Sao Paulo, pour les principaux métiers de cette industrie : maçons, menuisiers, plombiers, etc. Conscientes de cette situation, les autorités paulistes (Préfecture, Fédération des industries, SENAI) cherchent actuellement à mettre en place un réseau additionnel de formation destiné à y remédier.

---

(1) Projet de Plan décennal.

(2) "Cinterfor" (Centre inter-américain de recherche et de documentation sur la formation professionnelle, établi sous les auspices de l'OIT à Montevideo) : projecto No 019, 1967, relatif à l'évaluation du programme intensif.

Les ouvriers qualifiés et surtout semi-qualifiés sont donc en grande partie formés sur les lieux du travail. Les chiffres suivants, qui concernent le stock total de main d'oeuvre industrielle en 1967 et qui reflètent par conséquent les tendances passées, confirment cette situation :

Tableau 9 : Modalités de formation des ouvriers qualifiés et semi-qualifiés

	<u>SENAI</u>	<u>Cours techn.</u>	<u>Cours indus.</u>	<u>Autres</u>	<u>Lieux de travail</u>
Ouvriers qualifiés	10.6%	1.3%	4.6%	0.6%	82.9%
Ouvriers semi-qualifiés	3.3%	0.2%	0.6%	0.3%	95.7%

Source : Chiffres provisoires extraits d'une enquête effectuée par des techniciens du SENAI.

Or, la formation sur les lieux de travail effectuée en dehors des programmes du SENAI et du MEC se heurte à de nombreux obstacles et reste incomplète et précaire. De nombreuses entreprises ne sont pas en mesure d'appliquer une méthode de formation adéquate, ou ne disposent pas des moyens appropriés, et les ouvriers qui proviennent en grande partie des régions rurales et sont analphabètes ou semi-analphabètes éprouvent de graves difficultés à s'adapter aux exigences de l'industrie (attention soutenue, ponctualité, etc.) et à assimiler en profondeur la formation qui leur est donnée. Cela suffit à expliquer le faible niveau de productivité, principalement dans les entreprises les moins mécanisées, ainsi que la limitation des possibilités de promotion interne qui caractérisent l'industrie brésilienne.

Il est vrai que le problème ne se pose pas toujours avec la même acuité partout. Le taux moyen d'analphabétisme ou de semi-analphabétisme<sup>(1)</sup> parmi les ouvriers qualifiés et semi-qualifiés qui

(1) Par semi-analphabète, il convient d'entendre les adultes qui n'ont pas bénéficié d'un minimum de 4 années d'enseignement primaire, la durée de cet enseignement étant en principe de 6 ans en milieu urbain et 4 ans en milieu rural.



s'élève, d'après les résultats provisoires d'une enquête récente, à 17 % et 45,5 % respectivement, recouvre d'importantes disparités régionales et sectorielles. Il est vraisemblablement beaucoup plus élevé dans les régions les moins développées du pays ou parmi les ouvriers de la construction civile par exemple, qui se recrutent en partie parmi les migrants du Nord Est.

#### 4. Le développement agricole

L'effort extrêmement important consenti par le Brésil pour accélérer le rythme du développement industriel et qui s'étend à des régions jusque là traditionnellement orientées vers l'agriculture, a mis en évidence le fait, déjà vérifié dans de nombreux pays en voie de développement, que le retard de l'agriculture freine le progrès économique et menace à long terme les résultats de l'industrialisation. L'agriculture, en effet, non seulement nourrit la population mais doit aussi fournir les principaux produits d'exportation, approvisionner l'industrie en matières premières et, constituer un marché pour les produits industriels nouveaux. Elle alimente en outre, au fur et à mesure de l'accroissement de sa propre productivité, le réservoir de main d'oeuvre où puisent les secteurs secondaire et tertiaire en fonction de leur évolution respective. Ces données élémentaires sont reprises et exposées dans le Plan décennal de développement économique et social.

Or l'agriculture, qui occupe encore près de la moitié de la population active, ne se développe pas au même rythme que l'industrie. L'indice de la production agricole est passé de 100 en 1949 à 167 en 1961, soit un accroissement de 67 % (alors que la production industrielle s'élevait de 195 % au cours de la même période).

Du point de vue agricole, le Brésil peut être très schématiquement divisé en trois régions : le Nord Ouest (7% de la production), le Nord Est (16%), et le Sud (77%). Par opposition au Sud, où une agriculture de type moderne s'est développée et où les plantations industrielles privées fournissent une proportion appréciable des principales cultures du pays (café, riz, maïs, coton, canne à sucre, etc.), la situation du Nord Est est beaucoup moins favorable.

Cela tient en partie à des conditions climatiques difficiles (existence du polygone de sécheresse), en partie à la persistance de structures foncières qui, surtout dans la zone de la "Mata", le long de la côte, constituent un obstacle au développement : la plupart des grands propriétaires traditionnels n'ont pas encore acquis la mentalité d'"entrepreneurs", tandis que les salariés agricoles et les métayers n'ont pas la possibilité ou ne trouvent pas d'intérêt à accroître la production.

Les autorités brésiliennes se rendent compte que le développement agricole doit aller de pair avec l'industrialisation. Il s'agit en effet non seulement d'élever le niveau de vie des masses paysannes afin de réduire les disparités entre les villes et la campagne, mais aussi d'élargir le marché industriel par l'augmentation du pouvoir d'achat des masses rurales. L'importance de l'agriculture provient évalement du fait que les produits agricoles représentent près de 85 % des exportations et constitueront encore pour longtemps la principale source de devises étrangères. Toute une série de mesures ont donc été prises pour favoriser l'agriculture et élever le revenu des paysans. Ces mesures, qui intéressent particulièrement le Nord Est, s'inscrivent dans les directions suivantes :

a) L'élévation du niveau technique de la main d'oeuvre rurale

Les efforts entrepris en vue de l'élévation du niveau technique de la main d'oeuvre rurale dépendent en premier lieu de l'ABCAR (Associação Brasileira de Crédito et Assistência Rural), organisme public chargé de l'amélioration et de la diffusion des techniques et pratiques agricoles. Cet organisme a commencé ses activités en 1949 dans l'Etat du Minas Gerais. En 1966, son action couvrait 18 Etats dans lesquels il disposait de 755 bureaux locaux et 103 bureaux régionaux. L'ABCAR (dénommé ANCAR dans les Etats du Nord Est) employait près de 1700 agents d'extension, dont près de 1500 travaillaient en contact direct avec les

paysans. Le système d'extension de l'ANCAR, qui se fonde sur l'action du responsable de chaque bureau local à travers les "leaders" des communautés, a donné jusqu'à présent, dans plusieurs régions, des résultats appréciables<sup>(1)</sup>. Il semble cependant que l'efficacité du système pourrait être grandement améliorée par une élévation du niveau culturel des "leaders" et de celui de la population qu'ils doivent influencer. Ceci faciliterait la compréhension, et l'assimilation des conseils, des informations et des directives qui leur sont données.

Dans l'Etat de Pernambuco, l'ANCAR agit en grande partie dans la région de l'Agreste qui s'insère entre la zone du littoral (zone de la Mata) et celle de l'intérieur (Sertão). L'Agreste de Pernambuco couvre une superficie de 179.700 km<sup>2</sup>, habitée par près de 1.354.000 personnes. Cette région se caractérise par la prédominance de petites propriétés (137.900 propriétés de moins de 10 hectares, contre 20.800 dans la zone de la Mata, et 41.500 dans le Sertão) dont l'exploitation n'est économiquement viable que si elles se regroupent en coopératives. L'action de l'ANCAR de Pernambuco (ANCARPE) qui s'efforce, par la transmission et la généralisation des techniques appropriées, d'élever les rendements des principales cultures vivrières (mil, sorgho, manioc, etc.) ou de marché (essentiellement coton) et de promouvoir et faciliter la création de coopératives, intéressait, en 1966, 47 municipes regroupés en 9 régions. L'ANCARPE dispose de 17 techniciens d'orientation et de direction, de 89 techniciens d'exécution, ainsi que de 88 agents administratifs qui encadrent environ 1900 leaders ruraux.

---

(1) Un rapport publié par l'ANCAR de l'Etat de Pernambuco montre par exemple que le rendement moyen à l'hectare du coton arbustif s'est élevé de 300 kgs à 373 kgs de 1964 à 1966 dans les exploitations bénéficiant de l'assistance de l'ANCAR, alors qu'il n'est que de 221 à 267 dans les autres.

b) L'action sur les structures foncières

Les impératifs du développement agricole dans les aires dites prioritaires, où les tensions sociales sont vives et où les structures foncières sont archaïques, ont amené la création de l'Institut Brésilien de Réforme Agraire (IBRA), promulguée par la loi du 30 novembre 1964. Cet organisme, rattaché directement à la Présidence de la République, est chargé d'établir des noyaux de colonisation sur des terres rachetées aux grands propriétaires, d'y installer les anciens ouvriers agricoles et de faciliter leur accès à la propriété en leur dispensant une éducation générale, agricole, coopérative, ainsi qu'une assistance technique. Jusqu'à présent, les activités de l'IBRA ont été essentiellement concentrées dans le Nord Est où trois noyaux de colonisation ont été établis à Caxanga (22.000 hectares, 1200 familles), Quatiz (1000 hectares, 85 familles) et Rio Tinto (22.000 hectares, 1000 familles). L'action actuellement limitée de l'IBRA connaîtra vraisemblablement une certaine expansion dans les années à venir.

Dans chaque noyau de colonisation, cet organisme dispose d'une équipe d'éducateurs et de formateurs. En outre, l'IBRA coopère avec l'ABCAR, dont elle finance l'action dans les zones prioritaires, pour assurer la mise en place et le fonctionnement des services d'extension agricole. Il semble cependant que la séparation qui existe entre l'éducation générale et notamment l'alphabétisation d'une part, la formation technique et professionnelle de l'autre, risque de nuire à l'efficacité de l'une et de l'autre et de compromettre à long terme le succès des efforts entrepris.

c) Les projets d'irrigation

Destinés à pallier le manque d'eau dans le Nord Est, deux projets relatifs à l'utilisation des ressources hydrauliques en vue de l'irrigation ont été lancés. Tous les deux sont actuellement dans la phase initiale d'études et d'expérimentation, mais doivent déboucher, à plus ou moins longue échéance, sur des actions de grande envergure.

Le premier intéresse la vallée du Sao Francisco et fait l'objet d'un projet du PNUD (Fonds spécial) dont l'exécution est confiée à la FAO; ce projet vient d'entrer dans sa seconde phase. Il concerne la partie Nord de la vallée du Sao Francisco, qui chevauche les Etats de Bahia et de Pernambuco. Les opérations entreprises au cours de la première phase ont conduit à la création d'un périmètre expérimental d'irrigation de 150 hectares. La phase actuelle, qui s'étendra jusqu'à juin 1969, verra la continuation des recherches et des expérimentations, ainsi que l'établissement de deux périmètres supplémentaires de 2000 hectares chacun. L'irrigation, dans le cadre de ce projet, se fait par pompage. Un centre de formation visant à dispenser aux futurs colons une formation qui leur permettra de s'adapter aux pratiques et aux techniques de la culture intensive irriguée, a été mis en place. Une quinzaine d'exploitants installés sur le périmètre expérimental de 150 hectares y ont été déjà formés.

Les premières conclusions des études menées jusqu'à présent indiquent qu'une superficie de près de 790.000 hectares, sur laquelle 75.000 à 80.000 exploitants agricoles et leurs familles peuvent être installés, est susceptible d'être aménagée. Cependant, le calendrier d'exécution des travaux qui seront probablement menés sous la responsabilité de la Surintendance de la Vallée du Sao Francisco (SUVALE), en liaison avec la SUDENE, n'a pas encore été établi; le rythme d'expansion dépendra essentiellement des possibilités de financement.

Le second projet intéresse la mise en valeur de la vallée du Jaguaribe située dans l'Etat du Ceara; il présente de nombreuses similitudes avec celui du Sao Francisco. Les études, commencées en 1962, sont entreprises par une société française (SET-Coopération). L'irrigation se fera par gravité, à partir des barrages d'Ores et de Banabouyou. La création d'un périmètre expérimental de 250 hectares, ainsi que d'un périmètre pilote de 2500 hectares (à Morada Nova) sont prévus. Un centre de formation est également en voie d'établissement. A l'instar du projet de la vallée du Sao Francisco, le calendrier d'exécution des travaux n'est pas encore bien défini et dépendra en premier lieu de l'obtention du financement qui sera peut-être demandé à la BIRD.

La formation des futurs exploitants agricoles dans le cadre de ces deux projets d'irrigation est extrêmement importante. Il s'agit en effet de transformer un éleveur traditionnel (élevage extensif) en un agriculteur sédentaire sachant tirer profit du réseau d'irrigation et connaissant les techniques relatives à des cultures nouvelles pour lui.

d) Les travaux d'électrification

Afin de satisfaire la demande croissante d'électricité qui a accompagné le développement du pays et qui s'est accrue à un rythme annuel de 8.5 % entre 1955 et 1965, d'importants travaux d'électrification ont été entrepris à partir de grands barrages dont Urubupunga dans le Sud, Paulo Afonso et Boa Esperança dans le Nord Est.

Bien que l'électricité soit fournie au Brésil par près de 990 entreprises, dont 770 sont de petites dimensions et dont beaucoup appartiennent au secteur privé, la majeure partie de la production est le fait de 16 compagnies fédérales contrôlées par ELECTROBRAS. Plusieurs de ces compagnies se considèrent non seulement comme des entreprises

commerciales produisant et vendant du courant électrique, mais estiment qu'elles doivent jouer le rôle de maîtres d'oeuvre du développement dans les régions où elles interviennent. Il en est ainsi en particulier de la COHEBE (Compagnie hydro-électrique de Boa Esperança) qui, avec l'énergie produite par le barrage géant de Boa Esperança, se propose d'électrifier, dans une première étape, une immense région recouvrant une grande partie des Etats du Maranhao et du Piaui et intéressant 17 municipes où vit une population évaluée à près de 1,3 million de personnes (dont 570.000 en milieu urbain).

Actuellement, la COHEBE est en train de réinstaller environ 20.000 personnes (dont 4.000 agriculteurs), qui ont dû être déplacées par les travaux de construction du barrage, en leur accordant une assistance technique et en leur dispensant la formation nécessaire. Elle dispose à cet effet d'une équipe d'éducateurs qui cherchent à entreprendre des actions d'alphabétisation et d'éducation dont on peut seulement regretter qu'elles ne soient pas davantage reliées aux efforts d'extension agricole réalisés par les techniciens de l'ANCAR.

B - L'action entreprise dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes

1. L'action publique

Le Gouvernement fédéral et les autorités des Etats et des municipalités se sont préoccupés depuis longtemps des problèmes touchant l'alphabétisation et l'éducation des adultes. Plusieurs campagnes d'alphabétisation ont été lancées depuis 30 ans au Brésil avec des fortunes diverses. La première campagne systématique d'éducation des adultes remonte à 1947; elle a été suivie d'une Campagne nationale d'éducation rurale organisée à partir de 1949 et d'une Campagne nationale d'éradication de

l'analphabétisme qui a commencé en 1958. En 1963, un Programme de mobilisation nationale contre l'analphabétisme a été entrepris en liaison avec le Mouvement de culture populaire. Ces différents projets ont permis de réduire le taux d'analphabétisme de 58 % en 1940, à 53 % en 1950 et 42 % en 1960, tandis que la population brésilienne s'accroissait corrélativement de 41,2 millions à 51,5 et 71 millions.

Le problème de l'analphabétisme n'est pas pour autant résolu. Il faut considérer en effet qu'il est aggravé par le faible rendement de l'enseignement primaire et l'insuffisance de son développement. Le premier recensement scolaire effectué en 1964 a montré en effet que 2,5 millions d'enfants d'âge scolaire n'étaient pas en mesure de fréquenter l'école. Une fraction élevée des élèves de l'enseignement primaire abandonnent l'école après une ou deux années d'études et retombent par conséquent très vite dans l'analphabétisme. D'après les calculs effectués en 1965, sur 100 élèves admis à l'école primaire, 46 abandonnent avant la fin de la première année et 9 seulement achèvent le cycle primaire minimum de quatre ans.

L'action en faveur de l'analphabétisation des adultes est entreprise simultanément par les services publics et par les organisations non gouvernementales. L'action des premiers s'insère généralement dans le cadre des activités supplétives de l'enseignement primaire. La responsabilité de l'enseignement supplétif a été confiée, conformément à la loi décentralisatrice des directives et bases de l'éducation nationale adoptée en 1961, aux Etats qui doivent cependant tenir compte des orientations et conseils techniques du Ministère fédéral de l'éducation et de la culture et qui reçoivent de l'Union une grande partie des moyens financiers qui leur sont nécessaires.



Les cours d'enseignement pour adultes, dont la durée varie de 2 à 4 années, se déroulent, le soir généralement, dans les bâtiments des écoles primaires; ils sont donnés par des instructeurs recrutés à temps partiel surtout parmi les instituteurs. Le contenu de cet enseignement ne diffère pas sensiblement de celui de l'école primaire et s'adresse d'ailleurs peut-être moins aux adultes qu'aux adolescents qui n'ont pu fréquenter l'école. Le nombre d'élèves inscrits et suivant effectivement les cours de l'enseignement supplétif primaire, a évolué de la façon suivante <sup>(1)</sup> :

Tableau 9 : Elèves inscrits dans l'enseignement supplétif primaire

	<u>Début d'année</u>	<u>Fin d'année</u>
1964	314.770	57.774
1965	410.973	344.125
1966	517.013	429.882

Source : Annuaire statistique du Brésil, 1967.

La plupart des cours sont organisés en milieu urbain en raison des facilités matérielles plus importantes qui sont disponibles dans les villes. La proportion d'élèves suivant les cours organisés en milieu rural ne représentant, en début d'année, que 18,4 % en 1964, 13,5 % en 1965 et 18,7 % en 1966.

Au niveau des Etats, les organismes responsables de l'enseignement supplétif sont généralement les départements d'enseignement supplétif ou les services d'éducation extra-scolaire qui fonctionnent au sein des Secrétariats à l'éducation et à la culture. Dans certains Etats, cependant, l'éducation des adultes relève de la Direction de l'enseignement primaire.

(1) Ces statistiques incluent un certain nombre d'élèves ayant suivi des cours organisés par des organisations privées.

Au niveau fédéral, les organismes chargés de l'organisation des campagnes nationales d'alphabétisation des adultes ont été supprimés en 1964. Dès 1965 cependant, le Département national de l'éducation (DNE) du Ministère de l'éducation et de la culture, a été chargé de fournir aux Etats l'assistance technique qui leur était nécessaire dans le domaine de l'alphabétisation et de l'éducation, dite non systématique. L'action du DNE s'exerce en liaison avec une Commission inter-ministérielle dénommée Junta Nacional de Alfabetizaçao, qui a été remplacée à la fin de 1966 par une Commission nationale d'alphabétisation et d'éducation non systématique composée des représentants des différents Ministères et chargée d'informer et de sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de l'analphabétisme et de susciter au niveau des Etats la création de commissions analogues.

Les activités d'éducation des adultes s'inscrivaient jusqu'à présent dans le cadre du Plan national d'éducation pour 1963-1970 qui ne fixait dans ce domaine que des objectifs très vagues. Un Plan national complémentaire destiné à l'enseignement supplétif a été, il est vrai, promulgué le 28 février 1966. Il vise à organiser, à l'intention des personnes non scolarisées de 10 à 29 ans, un enseignement correspondant aux niveaux primaire et moyen conjugué avec activités orientées vers le travail. Ce plan n'a pu cependant être exécuté, faute de crédits, son financement, essentiellement aléatoire, dépendant de l'importance des soldes non utilisés du Fonds national de l'enseignement primaire.

Par une loi 5.379 en date du 15 décembre 1967, le Gouvernement fédéral a décidé la création d'une fondation intitulée Mouvement brésilien d'alphabétisation (MOBRAL) fonctionnant au sein du Ministère de l'Education et de la Culture et jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie administrative et financière. Le MOBRAL est présidé ex-officio par le Directeur du DNE. Il est chargé de la mise en oeuvre du Programme national d'alphabétisation fonctionnelle et d'éducation continue, approuvé

par la même loi du 15 décembre 1967. Ce programme prévoit l'alphabétisation de 1,5 million d'adolescents et d'adultes de 15 à 30 ans au cours d'une phase initiale de 4 ans. Des actions complémentaires devraient permettre d'incorporer dans les écoles primaires 850.000 enfants de 10 à 14 ans encore non scolarisés et de développer un système d'enseignement pour adultes par radio et télévision, susceptible d'atteindre 500.000 adultes environ.

Le coût global du programme a été évalué à près de 400 millions de cruzeiros nouveaux. Son exécution sera décentralisée grâce à des conventions conclues entre le MOBREAL d'une part, les États, les administrations municipales et les organisations non gouvernementales d'autre part.

2. L'action non gouvernementale

Plusieurs campagnes d'alphabétisation ont été entreprises parallèlement par des organisations non gouvernementales, qui bénéficient souvent d'ailleurs d'une aide du Gouvernement fédéral ou des États. Parmi ces organisations, il convient de citer notamment les suivantes :

a) Mouvement d'éducation de base (MEB)

Ce Mouvement, créé par la Conférence nationale de l'épiscopat brésilien et reconnu par un décret du Président de la République de mars 1961, se propose de donner aux adultes analphabètes vivant en milieu rural et spécialement à ceux des régions insuffisamment développées du pays, une éducation élémentaire et une formation susceptibles de faciliter et d'améliorer la vie communautaire. L'action du MEB, qui cherche à susciter un processus de prise de conscience (ou conscientisation) en même temps qu'une élévation du niveau technique et culturel des populations, s'effectue principalement à travers des émissions radiophoniques commentées, suivies de discussions dirigées par un moniteur ou leader. En 1964, cette action entreprise dans 15 États

et territoires de la Fédération, avait permis de former plus de 12.000 leaders, animés par plus de 500 techniciens de l'éducation populaire. A partir d'avril 1964, les ressources financières du MEB, qui dépendaient pour une large part de subventions fédérales, sont allées en diminuant et ses activités ont dû être progressivement réduites<sup>(1)</sup>.

b) La croisade ABC

La Croisade d'action basique chrétienne (ABC), animée par les missions protestantes américaines, a commencé en 1965 dans le Nord Est du Brésil et en particulier à Recife; elle vise à alphabétiser les adultes et à leur donner une formation complémentaire sur le plan moral, civique, sanitaire et accessoirement technique. Disposant de puissants moyens financiers fournis par l'aide américaine et par des fondations privées, la Croisade a développé considérablement ses activités en signant avec un certain nombre d'Etats des accords destinés à organiser des campagnes systématiques d'alphabétisation.

c) Service social des industries (SESI)

Le SESI, créé par décret 9.403 du 25 juin 1946, dispose de l'appui financier de la puissante Fédération nationale des industries. Il organise une série d'activités éducatives et culturelles destinées à améliorer l'éducation sociale des travailleurs (cours de vulgarisation culturelle, bibliothèques, séances d'orientation de lectures, enseignement de la législation du travail par radio, enseignement supplétif, cours primaires pour les enfants des travailleurs, etc.).

---

(1) Il est possible cependant que cette tendance s'inverse au cours des prochaines années et que le MEB soit appelé à jouer de nouveau un rôle important dans le domaine de l'alphabétisation.

A la demande de grandes entreprises industrielles, le SESI organise, particulièrement dans les Etats les plus industrialisés, des cours destinés aux travailleurs analphabètes.

3. Les actions d'alphabétisation, qu'elles soient entreprises par les services publics ou par des organisations non gouvernementales, qui viennent d'être brièvement résumés, n'ont pas permis jusqu'à présent de réaliser une synchronisation et une intégration de la formation professionnelle et de l'alphabétisation. Deux expériences d'alphabétisation fonctionnelle ont cependant été réalisées. La première a été entreprise par Electrobras (entreprise d'économie mixte fonctionnant sous la forme d'un holding qui regroupe la plupart des sociétés de production et de distribution d'électricité opérant au Brésil), avec l'appui de la Division de l'enseignement industriel du Ministère de l'Education et de la Culture et avec l'aide technique de la coopération bilatérale française, pour assurer la formation rapide des électro-mécaniciens, des moniteurs et des techniciens nécessaires au fonctionnement de l'usine et des installations hydro-électriques de Paulo Afonso; cette expérience, qui a permis la mise au point de programmes et de méthodes originales de promotion technique des travailleurs analphabètes, s'inspirant de ceux élaborés par l'Electricité de France, commence à être appliquée pour d'autres projets hydro-électriques. Une seconde expérience est actuellement en cours dans le cadre du projet Rodovia entrepris sous la direction du SENAI, afin d'assurer la formation professionnelle et l'initiation technique de la main d'oeuvre employée dans les grandes entreprises chargées de la construction des routes et des travaux d'infrastructure dans le Nord Est du Brésil.

## C - Description du Projet

### 1. Objectifs

C'est dans ces perspectives générales que pourrait être réalisé au Brésil un Projet pilote d'alphabétisation fonctionnelle s'inscrivant dans le cadre du Programme expérimental mondial d'alphabétisation et dont les objectifs principaux seraient les suivants :

- a) Favoriser la promotion technique et l'intégration socio-culturelle des travailleurs analphabètes ou semi-analphabètes en permettant notamment l'acceptation et la diffusion de valeurs, d'attitudes et de comportements favorables à l'adoption de techniques nouvelles et à l'accroissement de la productivité.
- b) Elaborer et expérimenter des méthodes nouvelles d'alphabétisation intégrant et synchronisant l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul à l'initiation technique et à la formation professionnelle; préparer en particulier les instruments et auxiliaires pédagogiques destinés à l'alphabétisation fonctionnelle et étudier les conditions dans lesquelles leur utilisation pourrait être améliorée en faisant appel aux moyens de communication de masse (radio, cinéma, télévision, etc.).
- c) Constituer un laboratoire pour l'élaboration de matériel pédagogique et la mise au point de méthodes de formation d'instructeurs et de moniteurs qui pourront être ultérieurement systématisés et généralisés sous la responsabilité du Mouvement brésilien d'alphabétisation (MOBRAL), afin de faciliter et d'accélérer l'exécution du Plan national d'alphabétisation fonctionnelle et d'éducation permanente des adolescents et des adultes promulgué par la loi 5.379 du 15 décembre 1967.
- d) Favoriser l'échange d'informations, d'idées et de matériel entre les expériences d'alphabétisation fonctionnelle réalisées dans divers pays sous les auspices de l'Unesco.

## 2. Champ d'application

Un tel Projet pourrait se subdiviser en trois sous-projets qui constitueraient des unités d'expérimentation distinctes correspondant à des situations socio-économiques et socio-professionnelles différentes.

### a) Alphabétisation fonctionnelle et promotion technique des ouvriers du secteur de la construction civile de Sao Paulo

Un premier sous-projet serait destiné aux travailleurs analphabètes et semi-analphabètes du secteur de la construction civile et mobilière de Sao Paulo afin de leur permettre d'acquérir les connaissances techniques élémentaires nécessaires à l'exercice des métiers de base que comporte ce secteur : menuiserie, maçonnerie, plomberie, travail du métal, etc., et de s'adapter à l'introduction de techniques nouvelles résultant, par exemple, de l'utilisation d'éléments pré-fabriqués.

Sous réserve d'études statistiques plus approfondies, on peut estimer que ce secteur d'activités emploie actuellement, pour la seule ville de Sao Paulo et les trois municipes industriels adjacents, 100.000 ouvriers dont 25 % sont qualifiés, 30 % semi-qualifiés (adestrados) et le reste sans qualification. Il est proposé que le projet se concentre, au cours d'une première phase, sur la formation des travailleurs qualifiés et semi-qualifiés qui sont encore analphabètes ou semi-analphabètes et qui sont déjà employés dans les entreprises. Dans cette hypothèse, compte tenu du taux de renouvellement du personnel et du rythme d'expansion du secteur, on peut estimer que les nouveaux emplois qui seront confiés à des analphabètes et semi-analphabètes représenteront environ 4 % du total de la main d'oeuvre employée, soit 1.000 ouvriers qualifiés et 1.200 ouvriers semi-qualifiés par an.

Au cours d'une seconde phase et après évaluation des résultats obtenus, on pourrait envisager d'étendre l'action à l'ensemble des travailleurs semi-qualifiés du secteur qui n'ont reçu, en général, qu'une formation sur le tas, afin d'améliorer leur productivité, accroître leur niveau professionnel, réduire la mobilité des travailleurs et favoriser la promotion interne au sein des entreprises. Cette seconde phase intéresserait environ 27.000 ouvriers semi-qualifiés, soit 90 % du total.

Dans une troisième phase, l'expérience pourrait être étendue dans deux directions : l'une sectorielle, qui permettrait de couvrir l'ensemble du secteur de la construction civile et mobilière du Brésil, l'autre géographique, qui viserait à faciliter l'accueil et l'intégration dans la classe ouvrière pauliste de l'ensemble des travailleurs migrants venant des autres Etats du Brésil et en particulier du Nord Est.

b) Alphabétisation fonctionnelle et initiation technique polyvalente des travailleurs de la zone industrielle de la région de Salvador

Un second sous-projet serait destiné aux travailleurs analphabètes et semi-analphabètes qui travaillent déjà ou sont susceptibles de travailler dans le secteur industriel de Salvador et de ses faubourgs, et particulièrement dans la nouvelle zone industrielle d'Aratu. Il devrait permettre aux ouvriers d'acquérir les connaissances techniques élémentaires nécessaires à l'exercice des différents métiers de base qui sont indispensables au développement industriel de la région.

Sous réserve d'inventaires statistiques plus détaillés, dont certains sont déjà en cours d'élaboration, et en tenant compte des données et informations recueillies directement par la Fédération des industries et le Service social des industries de l'Etat de Bahia, on peut estimer que le



complexe industriel du Grand Salvador employait en 1967 entre 20.000 et 25.000 ouvriers, dont 6.000 étaient affectés aux travaux d'installation de la zone industrielle d'Aratu ou travaillaient déjà dans les nouvelles entreprises de cette zone. L'expansion industrielle envisagée laisse supposer que ce chiffre pourra doubler d'ici 1970. C'est donc 25.000 nouveaux ouvriers au total qui devront être formés au cours des trois prochaines années. En outre, il conviendrait de perfectionner la main d'oeuvre actuellement employée dont le niveau culturel et les qualifications techniques paraissent, dans l'ensemble, de l'avis des chefs d'entreprise interrogés, nettement insuffisants. C'est donc à 35.000 environ qu'il faut évaluer le nombre total des travailleurs qui ont besoin de recevoir, soit une formation initiale, soit une formation professionnelle complémentaire au cours des prochaines années. L'importance des investissements destinés à l'industrialisation de la région de Salvador et le coût relativement élevé que représente dans cette région la création d'un emploi industriel (ce coût, selon certaines estimations, varie de 12.000 à 20.000 dollars) justifient très largement une action systématique et intensive d'alphabétisation ouvrière liée à la formation professionnelle et au perfectionnement au sein des entreprises.

Le programme envisagé pourrait se développer dans les deux directions suivantes :

- (i) Alphabétisation et initiation technique polyvalente des travailleurs sans qualification choisis à l'aide de tests élémentaires d'aptitude technique parmi la main d'oeuvre disponible. Une telle action permettrait de constituer un réservoir de main d'oeuvre où pourraient puiser les entreprises au fur et à mesure de leurs besoins. Il conviendra naturellement d'associer étroitement les industries à l'implantation de ce

système de préparation de la main d'oeuvre afin de garantir le placement des travailleurs qui suivront avec succès les cours d'alphabétisation fonctionnelle (150 heures environ).

(ii) Promotion et perfectionnement techniques des travailleurs analphabètes et semi-analphabètes déjà recrutés par les entreprises. Les industries devront éventuellement envisager d'accroître la rémunération des travailleurs qui auront reçu un complément de formation professionnelle.

c) Alphabétisation fonctionnelle et formation de la main d'oeuvre rurale qualifiée dans le Nord Est du Brésil

Comme les autres secteurs de l'économie, les progrès de l'agriculture dépendent en définitive des mesures prises pour élever le niveau culturel et technique de la main d'oeuvre rurale. Or, la situation de l'enseignement agricole et de la formation professionnelle n'est pas satisfaisante au Brésil; il existe une pénurie de cadres moyens (qui se combine paradoxalement, à une sous-utilisation de ces cadres) et la formation d'agriculteurs et d'ouvriers agricoles qualifiés est quasi inexistante en dépit des efforts méritoires de l'ABCAR et de ses agences locales. Le Gouvernement brésilien s'est préoccupé de cette situation et le Ministère de l'Education et de la Culture, à travers la Direction générale de l'enseignement agricole, élabore actuellement un programme d'action systématique, à partir d'études sur les besoins de main d'oeuvre qualifiée, qui devrait permettre l'établissement d'un réseau de centres de formation d'instructeurs et de moniteurs agricoles dans chacun des principaux Etats de l'Union.

Au Nord Est, les objectifs fondamentaux en matière de développement rural et de réforme agraire, tels qu'ils ont été définis par la SUDENE, sont les suivants :

- modification de la structure agraire (redistribution des terres insuffisamment cultivées, regroupement ou association des petites propriétés ou mini-fundios);
- expansion des frontières agricoles;
- accroissement du nombre des périmètres irrigués (principalement dans les vallées du Sao Francisco et du Jaguaribe);
- assistance aux organismes de colonisation.

Dans l'attente de l'élaboration d'un plan systématique qui permettrait d'atteindre ces objectifs et à l'intérieur duquel s'inscriraient naturellement les actions d'alphabétisation fonctionnelle envisagées, une série d'opérations limitées pourraient être entreprises, selon un calendrier qui serait précisé ultérieurement, afin d'intégrer et de synchroniser les programmes touchant l'éducation communautaire, l'alphabétisation, l'extension rurale et la formation des agriculteurs. De telles opérations pourraient être réalisées en liaison avec les organismes suivants :

- (i) Groupe d'irrigation de la vallée du Sao Francisco (GISF) qui bénéficie déjà d'une assistance du Fonds spécial dans le cadre du projet BRA/1 dont l'exécution est confiée à la FAO;
- (ii) Institut brésilien de réforme agraire (IBRA), notamment pour les activités qu'il entreprend dans le cadre des noyaux de colonisation de Caxanga et de Quatis;

- (iii) ABCAR, pour l'effort d'extension rurale qu'elle entreprend dans l'agreste de Pernambuco;
- (iv) Compagnie hydro-électrique de Boa Esperança (COHEBE), dans le cadre des activités d'éducation et de formation qui sont nécessaires à la mise en valeur de la vallée du Parnaíba (électrification, navigabilité du Rio Parnaíba, développement de l'agriculture et des pêches, création de petites industries, etc.).

Compte tenu de la complexité des problèmes concernant la formation rurale dans cette région du Brésil (qui a déjà été mise en relief dans un rapport de mission établi par M. Jean Fauchon, fonctionnaire du BIT, à la demande du Gouvernement brésilien, en octobre 1967), il paraît nécessaire de prévoir une phase d'opérations préliminaires s'étendant sur 18 mois environ et destinée à mener à bien études et évaluations en profondeur. C'est seulement à l'issue de cette phase préparatoire qu'il serait possible de définir, de manière précise, les conditions dans lesquelles un ou plusieurs sous-projets d'alphabétisation fonctionnelle en milieu rural pourraient être effectivement entrepris.

d) Equipe centrale

Il est proposé qu'une petite équipe centrale d'experts internationaux soit constituée auprès du MOBRAL, afin de coordonner l'action des différents sous-projets, d'en étudier et d'en définir les conditions et perspectives de généralisation et d'évaluer les résultats obtenus dans la mise en oeuvre du Projet conformément aux normes établies par le Comité d'experts de l'Unesco chargé de l'évaluation du Programme expérimental mondial d'alphabétisation. Cette équipe pourrait également fournir aux spécialistes du MOBRAL l'assistance technique nécessaire dont ils pourront avoir besoin pour l'exécution du Plan national d'alphabétisation fonctionnelle promulgué par la loi de décembre 1967.

3. Organes d'exécution

a) Au niveau fédéral

Le MOBRAL sera, au sein du Ministère de l'Education et de la Culture, l'organe chargé de la coordination de l'ensemble du projet. Conformément à la situation prévalente dans les autres projets pilotes d'alphabétisation fonctionnelle, il est suggéré de créer un Comité consultatif de coordination chargé de conseiller le MOBRAL sur les conditions d'organisation, de développement et d'évaluation du Projet pilote où seront représentés les principaux Ministères et organismes fédéraux, régionaux ou locaux intéressés : Ministère du Plan et de la coordination, Ministère de l'agriculture, Ministère de l'intérieur, Ministère du travail et de la prévoyance sociale, Ministère de l'éducation et de la culture, Secrétariat d'Etat à l'éducation de Bahia, Fédération nationale des industries, SUDENE, Institut national du développement agricole (CINDA), Institut brésilien de la réforme agraire (CIBRA), SENAI, ABCAR, COHEBE, etc.

b) Sous-projet de Sao Paulo

Le projet sera exécuté sous la responsabilité conjointe du SENAI et du SESI et sous le patronage de la préfecture de Sao Paulo et de la Fédération des industries de l'Etat de Sao Paulo.

c) Sous-projet de Salvador

Le projet sera réalisé sous la responsabilité du Secrétariat à l'éducation de l'Etat de Bahia, en étroite coopération avec le Secrétariat au travail, le SENAI, le SESI et la Fédération des industries.

d) Sous-projet en milieu rural

Sous réserve des études à entreprendre pour parvenir à une définition plus précise des conditions d'implantation d'opérations d'alphabétisation fonctionnelle à l'intention

du milieu rural dans le Nord Est, le sous-projet pourrait être réalisé sous la responsabilité de l'ABCAR en liaison avec les différentes institutions intéressées (IBRA, GISF, COHEBE, etc.) et sous le patronage du Département des ressources humaines de la SUDENE.

4. Durée du projet

Le projet s'étendrait sur une durée pouvant aller de 4 à 6 ans à partir de juin 1969. On propose qu'un expert international soit mis à la disposition du Ministère de l'éducation et de la culture, au titre de l'élément assistance technique du PNUD, le plus rapidement possible afin d'étudier les mesures à prendre pour faciliter la mise en oeuvre du projet, recueillir les données complémentaires, poursuivre les études nécessaires à la définition des actions à entreprendre, participer à la mise au point d'une éventuelle demande au PNUD et élaborer un avant-projet de plan d'opérations.

5. Financement

a) Equipe centrale

(i) Contribution du PNUD

<u>Experts</u>	M/H	US \$
- Conseiller technique principal	60	115.500
- Evalueur	60	115.500
- Spécialiste des moyens d'information (télévision éducative en particulier)	24	46.200
<u>Bourses</u> (3 bourses de 6 mois)		277.200
		10.200
		<hr/>
TOTAL		287.400

(ii) Contribution brésilienne

<u>Personnel</u>	M/H	nouveaux cruzeiros
- 1 Directeur	60	90.000
- 3 Spécialistes évaluation	180	216.000
- 2 Secrétaires	120	48.000
- 1 Chauffeur	60	15.000
- 1 Commis	60	12.000
		<hr/>
	TOTAL	381.000
 <u>Fonctionnement (matériel)</u>		
- Frais des enquêtes pour évaluation		75.000
- Déplacements (passages avion)		25.000
- Entretien véhicule		12.500
- Frais de bureau		25.000
		<hr/>
	TOTAL	137.500
 <u>Equipement</u>		
- Equipement de bureau		10.000
- 1 Véhicule utilitaire		10.000
		<hr/>
	TOTAL	20.000
		<hr/>
	<u>Total contribution brésilienne</u>	538.500

b) Sous-projet de Sao Paulo

(i) <u>Contribution du PNUD</u>	M/H	US \$
<u>Experts</u>		
- Spécialiste de l'éducation des adultes	36	69.300
- Spécialiste de la formation industrielle	24	69.300
		<hr/>
	TOTAL	138.600
 <u>Equipement</u>		
		100.000
 <u>Bourses</u> (4 bourses de 6 mois)		
		13.600
		<hr/>
		252.200

(ii) Contribution brésilienne

<u>Personnel</u>	M/H	nouveaux cruzeiros
- 1 Coordinateur	60	72.000
- 2 Spécialistes éducation des adultes (SESI)	120	108.000
- 2 Spécialistes formation professionnelle (SENAI)	120	108.000
- 2 Spécialistes audio-visuels	72	64.800
- 1 Technicien d'impression	36	25.200
- 1 Technicien laboratoire photo	36	25.200
- 1 Illustrateur	36	25.200
- 2 Secrétaires	120	48.000
- 2 Opérateurs de machines	72	18.000
- 2 Chauffeurs	120	48.000
		<hr/>
- 15 Superviseurs-formateurs pour les instructeurs des 3 programmes (temps partiel)	900	524.400
- 135 Instructeurs pour programme	6.480	90.000
- 60 Instructeurs pour programme	2.880	486.000
- 300 Instructeurs pour programme	10.800	172.800
		<hr/>
		540.000
		<hr/>
		1.288.800

Dépenses de fonctionnement

	US \$
- Dépenses de bureau de l'équipe de conception et administration (5 ans)	60.000
- Entretien de 2 véhicules	25.000
- Matériel consommable pour la production des instruments pédagogiques (papier, encre, matériel audio-visuel, etc.)	100.000
- Matériel consommable dans les classes d'alphabétisation fonctionnelle (papier, craie, crayons)	25.000
	<hr/>
	210.000



<u>Equipement, valeur locative, etc.</u>	nouveaux cruzeiros
- Valeur locative forfaitaire des locaux de l'équipe de conception et d'administration	75.000
- Equipement de bureau pour l'équipe de conception et d'administration	25.000
- Deux véhicules utilitaires	20.000
- Equipement des salles et ateliers en matériel didactique	5.000
- Valeur locative forfaitaire pour l'utilisation des locaux pour l'alphabétisation fonctionnelle	p.m.
	<hr/> 125.000
 <u>TOTAL de la contribution brésilienne pour le sous-projet de Sao Paulo (nouveaux cruzeiros)</u>	
	2.148.200
15 % du coût des experts (US \$)	27.720

c) Sous-projet de Salvador

(i) Contribution du PNUD

<u>Experts</u>	M/H	US \$
- Spécialiste de l'éducation des adultes	36	69.300
- Spécialiste de la formation professionnelle industrielle	36	69.300
		<hr/> 138.600
	TOTAL	138.600
<u>Equipement</u>		60.000
<u>Bourses</u> (3 bourses de 6 mois)		10.200
		<hr/> 208.800

(ii) Contribution brésilienne

<u>Personnel</u>	M/H	nouveaux cruzeiros
- 1 Coordinateur	60	72.000
- 2 Spécialistes éducation des adultes (SEC ou SESI)	120	108.000
- 2 Spécialistes formation profes- sionnelle	120	108.000
- 1 Technicien d'impression	36	25.200
- 1 Illustrateur	36	25.200
- 2 Secrétaires	120	48.000
- 2 Opérateurs de machines	72	18.000
- 2 Chauffeurs	120	30.000
		<hr/>
		434.400
- 10 Superviseurs-formateurs pour instructeurs (temps partiel)	480	48.000
- 50 Instructeurs pour ouvriers qualifiés	2.400	180.000
- 85 Instructeurs pour programme	4.080	204.000
- 125 Instructeurs pour programme	6.000	300.000
		<hr/>
		732.000

Dépenses de fonctionnement

- Dépenses de bureau de l'équipe de conception et d'administration	50.000
- Entretien de 2 véhicules	25.000
- Matériel consommable pour la production des instruments pédagogiques	70.000
- Matériel consommable dans les classes d'alphabétisation fonctionnelle	20.000
	<hr/>
	165.000

41.

<u>Equipement, valeur locative, etc.</u>	nouveaux cruzeiros
- Valeur locative forfaitaire des locaux de l'équipe de conception et d'administration	75.000
- Equipement de bureau pour l'équipe de conception et d'administration	25.000
- Deux véhicules utilitaires	20.000
- Equipement des salles et ateliers en matériel didactique local	4.000
- Valeur locative forfaitaire pour l'utilisation des locaux pour l'alphabétisation	p.m.
	<hr/> 124.000
TOTAL de la contribution	
<u>TOTAL de la contribution brésilienne</u>	
<u>pour le sous-projet de Salvador</u>	
(nouveaux cruzeiros)	
	1.455.400
15 % du coût des experts (US \$)	20.790

d) Sous-projet rural(i) Contribution du PNJD

<u>Experts</u> (opérations préliminaires)	M/H	US \$
- Spécialiste de l'éducation des adultes	18	34.650

Récapitulation budgétaire

1.	<u>Contribution du PNUD</u>	<u>US dollars</u>	
	Equipe centrale	287.400	
	Sous-projet de Sao Paulo	252.200	
	Sous-projet de Salvador	208.800	
	Sous-projet rural	34.650	
		<hr/>	
	TOTAL	783.050	
2.	<u>Contribution du Gouvernement brésilien</u>	<u>nouveaux cruzeiros</u>	
	Equipe centrale	583.500	
	Sous-projet de Sao Paulo	2.150.000	
	Sous-projet de Salvador	1.455.000	
	Sous-projet rural	p.m.	
		<hr/>	
	TOTAL	4.188.500	nouveaux cruzeiros
	soit	1.308.900	US dollars

APTD 03.2.4-8/23 frente

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA

Proc. nº 765/68

De ordem do Sr. Ministro, transmito à apreciação  
do Departamento Nacional de Educação.

Em 20/2/68

*J.P. Ferreira da Costa*

J.P. Ferreira da Costa  
Chefe do Gabinete, Substituto

Comissão do  
PROBRAL, para opinar.

113/88

*J. Bonafini*



MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA  
DEPARTAMENTO DE ADMINISTRAÇÃO  
SERVIÇO DE COMUNICAÇÕES

765/68 MISSÃO DA UNESCO NO BRASIL  
G 24

OF. 8-2-68 19  
DOCUM.-ENC NOTA REBLIM PLAT COND  
DE EXMC PROJ PILOTO DE ALFAB FUIK

GAB

ANEXOS	1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17

DISTRIBUIÇÃO

DESTINO	DATA	DESTINO	DATA	DESTINO	DATA
GAB	16-2-68				
<i>Sly</i>	<i>20.2.68</i>				
Gab. Diretor	21/2/68				
MOBRAZ	4/3/68				
Gab Diretor	18.3.68				
GAB. MINISTRO	5.4.68				

G.M. 765/68

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA

ANOTADO

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO E CULTURA  
SECRETARIA GERAL

---

BRASIL

Proposições relativas à elaboração  
de um projeto-pilôto de alfabetiza  
ção funcional

janeiro - fevereiro de 1968

pelos Srs. P. Henquet e A. Sammak

---

Tradução da série nº 804/BMS.RD/EDA da U N E S C O

Paris, setembro de 1968

por Ingebord K. de Mendonça



U N E S C O

Proposições relativas à elaboração de um  
Projeto-piloto de alfabetização funcional no Brasil

formuladas após uma Missão preliminar efetuada a pedido do Governo brasileiro pelos Srs. P. Henquet (França) e A. Sammak (República Árabe Síria) em janeiro-fevereiro de 1968.

-X-X-X-X-X-

A - Aspectos gerais do desenvolvimento econômico e social do Brasil

1. Recapitulação de alguns dados de base

A República Federal dos Estados Unidos do Brasil, que compreende 22 Estados, 4 Territórios e 1 Distrito Federal, se estende por uma superfície de 8,5 milhões de km<sup>2</sup>, quase igual à de todos os demais Estados da América do Sul reunidos. Sua população se vou, em 31 de dezembro de 1967, a 87 milhões de habitantes (1), ou seja uma densidade média ligeiramente superior a 10 habitantes por km<sup>2</sup>. A taxa de crescimento demográfico passou de 2,4% por ano no decurso do período 1950-1950 a 3% aproximadamente para o período 1960-1967, principalmente como resultado da redução na taxa de mortalidade; esse ritmo muito elevado de crescimento de verá perdurar durante os próximos anos. Essa população se ca racteriza por sua extrema juventude, pois que, como se depreen de da tabela adiante reproduzida, baseada em dados colhidos por ocasião do recenseamento de 1960, mais da metade dos brasileiros tem menos de 20 anos de idade.

Tabela 1: Repartição da população por grupos etários

<u>Grupo etário</u>	<u>Porcentagem</u>
Menos de 0 a 9 anos	32
10 a 19 anos	22
20 a 69 anos	45,4
Mais de 70 anos	1,6

A população ativa representava 32% da população total em 1960 e se distribuía como segue entre os diferentes setores de produção :

(1) Projeção calculada à base dos resultados do censo de 1960.

Tabela 2: Evolução da repartição da população ativa por setor de atividades (em percentagem)

<u>Setor:</u>	<u>1940</u>	<u>1950</u>	<u>1960</u>
<u>Primário:</u> (Agricultura e minas)	64,1	57,8	51,7
<u>Secundário:</u> (Indústrias e transportes)	12,1	15,6	15,1
<u>Terciário:</u> (serviços, administração etc.)	23,8	26,6	33,2

Fonte: Plano Decenal de Desenvolvimento Econômico e Social, junho de 1966.

O crescimento dessa população se faz a ritmos diferentes, conforme os setores:

Tabela 3: Taxa média do crescimento exponencial da população economicamente ativa

<u>Setor:</u>	<u>1940-1950</u>	<u>1950-1960</u>	<u>1960-1970</u>
<u>Primário</u>	1,3	1,7	1,5
<u>Secundário</u>	5	2,4	3,5
<u>Terciário</u>	2,2	5,1	4,9
Total:	2	2,8	3,1

Fonte: Plano Decenal de Desenvolvimento Econômico e Social, março de 1967.

O produto interno bruto (PIB) foi estimado, para 1966, em 44.369 milhões de cruzeiros (2), ou seja um PIB per capita que oscila, conforme a taxa de câmbio a adotar, entre 200 e 250 US\$.

A distribuição do valor acrescido entre os setores produtivos mostra que a agricultura e a indústria apresentam, a esta altura, uma importância econômica quase idêntica, o que, se o relacionarmos com os dados constantes da tabela 2 acima, evidencia a débil produtividade da população empregada na agricultura.

Tabela 4: Contribuição ao valor acrescido de cada setor em 1966

Agricultura	28,4%
Indústria	27,9%
Setor terciário	43,7%

Fonte: Crescimento econômico do Brasil: problemas e perspectivas - Relatório da missão do BIRD, outubro de 1967

(2) Anuário Estatístico do Brasil, 1967.

De 1947 a 1961, a economia brasileira se desenvolveu a um ritmo elevado, que se situa em média, a preços constantes, em 5,2% de 1947 a 1956, chegando a 7% de 1957 a 1961, ou seja uma taxa de crescimento per capita de 2,5 e 3,8%. Em 1962 e 1963, essa taxa caiu para 3,5% (ou seja 0,3% per capita) após uma diminuição muito sensível da atividade industrial, que coincidiu com uma queda da produção agrícola, esta última provocada por distúrbios climáticos. Após um período de austeridade econômica e de luta contra a inflação, a economia brasileira parece haver entrado, a partir de 1966, em uma nova fase de rápida expansão.

O balanço comercial, constantemente deficitário há longos anos, mostrou, a partir de 1964, graças essencialmente a uma redução das importações, um excedente considerável.

Tabela 5: Balanço comercial do Brasil (1960-1966)  
( em milhões de US\$ )

	Exportações	Importações	Excedente - Déficit
1960	1269	1462	-193
1961	1403	1460	- 57
1962	1214	1475	-261
1963	1406	1487	- 81
1964	1430	1263	+167
1965	1595	1096	+499
1966	1741	1496	+245

Fonte: Anuário Estatístico do Brasil, 1967.

Apesar dos esforços de diversificação da produção agrícola, o principal produto exportado continua a ser o café, que representou 53,1% do valor total das exportações em 1964, 44,3% em 1965 e 44,4% em 1966.

Em matéria de finanças públicas, o Governo brasileiro tem-se esforçado por reduzir o montante do desequilíbrio orçamentário que representa um dos tradicionais fatores de inflação; importantes limitações de crédito foram, para tal fim previstas no exercício de 1968.

Tabela 6: Evolução das receitas e despesas federais (1)  
(em milhões de cruzeiros novos a preços correntes)

	Receitas	Despesas	Déficit
1963	953,1	1.277,6	- 324,5
1964	2.010,6	2.770,7	- 760,1
1965	3.593,9	4.414,9	- 821,0
1966	6.007,0	6.138,6	- 131,6

Fonte: Anuário Estatístico do Brasil, 1967.

(1) Exclusive os orçamentos dos Estados e das Administrações Municipais.

## 2. O planejamento do desenvolvimento.

Após a criação de uma Comissão Nacional de Planejamento (COPLAN), estabeleceu-se um primeiro Plano Geral de Desenvolvimento para o período 1963-1965, o qual previa investimentos equivalentes a 3,5 bilhões de cruzeiros novos (ao preço de 1962), os quais deveriam permitir um crescimento anual de 7% do produto real.

Esse plano foi substituído, após os acontecimentos de 1964, por um Programa de Ação Econômica Trienal, compreendendo os anos 1964-1966.

Em 1966 e 1967, o Ministério do Planejamento e da Coordenação Econômica elaborou um projeto de Plano Decenal de Desenvolvimento Econômico e Social, cujo objetivo central era determinar as linhas de ação e os principais rumos da política de desenvolvimento econômico do Governo federal para o período 1967-1976. Esse plano que jamais chegou a ser adotado como tal, se compõe de um conjunto de estudos e de programas coordenados e organicamente integrados pelo Ministério do Planejamento, efetuados pelos Grupos de Coordenação criados pelo decreto 57.464, de 20 de dezembro de 1965, e constituídos, para cada um dos grandes setores da vida econômica, de representantes dos Ministérios, dos organismos regionais, dos Estados e do setor privado.

Este Plano Decenal prevê uma taxa anual de crescimento de 5,5% em 1968-1969 e de 6% de 1970 a 1976, graças a investimentos que se elevariam a 37,408 bilhões de cruzeiros novos (ao preço de 1966) no período de 1967-1971. Suas principais estipulações e orientações, que foram retomadas em especial num documento intitulado "Programa Estratégico de Desenvolvimento", aprovado pelo Presidente da República, em 14 de julho de 1967, facilitarão a elaboração de um Plano Trienal (1968-1970) e o estabelecimento do primeiro orçamento plurianual, que brevemente deverá ser apresentado ao Congresso Nacional.

Considerando que o desenvolvimento deve servir ao progresso social e à valorização do homem, o Plano consigna prioridade importante às ações educacionais e de formação, os quais se integram e se harmonizam com os demais objetivos fundamentais da atuação econômica e social. Projeções relativas a estrutura da população ativa, por setor e por ramo, até 1976, foram estabelecidas e as necessidades em mão-de-obra foram avaliadas por grupo de categorias sócio-profissionais.

O desenvolvimento dos diversos níveis de ensino e dos diversos tipos de formação foi planejado em função dessas necessidades, sobretudo no que diz respeito ao ensino técnico e à formação profissional. Os créditos consignados para o financiamento da educação no período de 1967-1976 foram fixados em 24,737 bilhões, de cruzeiros novos (ao preço de 1966), dos quais 20,537 correspondem a despesas de funcionamento e 4.200 a despesas de capital, o que, em 1971, representará cerca de 4% do produto nacional líquido.

Quanto à alfabetização, o projeto do Plano Decenal salienta a gravidade do problema do analfabetismo e sublinha suas implicações políticas e sócio-econômicas. Prevê o lançamento de uma campanha maciça, visando a eliminar, antes de 1976, o analfabetismo entre a população de 10 a 29 anos, nas 26 capitais dos Estados e dos territórios. Essa esco-

lha, imposta pela limitação dos recursos, se justifica, por um lado, pelo fato de que os grupos etários atingidos abrangem pessoas que te rão, à sua frente, um longo período de vida ativa e, por outro lado, pe la disponibilidade de facilidades materiais nas capitais.

Do plano constam elementos relativos aos custos unitários da alfabetização contemplada, embora o custo global da campanha não tenha sido especificado, porquanto as despesas de alfabetização foram engloba das àquelas com o ensino primário.

### 3. Industrialização

A industrialização do Brasil, a qual data apenas da segunda guerra mundial, visava, no início, essencialmente assegurar uma produção nacional capaz de substituir as importações. Progressivamente, con tudo, o movimento se estendeu e a indústria começou a exportar uma parte da sua produção. Assim é que as exportações industriais che garam a 100 milhões de US\$ em 1966 (contra 21 milhões apenas em 1960, o que, contudo, não representa mais que 5% do total das exportações). O ritmo de industrialização tem sido especialmente rápido; o índice da produção relacionada com as indústrias de transformação, as indús trias extrativas, a construção civil e a energia elétrica passaram de 100, em 1949, a 295 em 1961 (1).

O desenvolvimento industrial continua, no entanto, concentrado em certas regiões do país, o que engloba o risco de acentuar a disparida de e desigualdade dos níveis e ritmos de desenvolvimento entre as dí ferentes regiões e de agravar os desequilíbrios sócio-geográficos desta "terra de contrastes" que é o Brasil. Assim é que o Sul - e especialmente o Estado de São Paulo - está fortemente industrializado em relação ao Nordeste e ao Centro do país. De um total de 1.840.000 / operários que, em 1965, trabalhavam nas indústrias manufatureiras / (2), mais ou menos 2.000, ou seja mais da metade, se encontravam no Estado de São Paulo. Esse fenômeno de concentração geográfica das indústrias se aplica igualmente, embora em escala menor, à ci da de do Rio de Janeiro (Estado da Guanabara), onde havia, em 1965, cêr ca de 189.000 operários trabalhando nas indústrias manufatureiras, ou seja 10,3% da mão-de-obra utilizada por essas indústrias.

As cidades industriais, sobretudo São Paulo, constituem polos de atração para a mão-de-obra das regiões pobres. Fluxos de migra ção interna drenam para aí os habitantes das regiões rurais superpo-voadas, como é o Nordeste, onde as possibilidades de emprego indus trial continuam limitadas e onde o sub-emprego e um desemprego dis farçado prevalecem na agricultura. Essa mão-de-obra migrante, que, para São Paulo, se estimou da ordem de 150.000 pessoas por ano (das quais 30.000 a 50.000 em idade e condições de trabalhar), geralmente

- (1) A partir de 1962, um novo índice da produção industrial foi adotado.  
 (2) Cifras citadas no relatório da missão do BIRD (Banco Internacional de Reconstrução e Desenvolvimento - Banco Mundial) (outubro de 1967).

não possui qualquer qualificação profissional e conserva os hábitos e as atitudes próprias do meio rural. Essa mão-de-obra encontra dificuldades para se empregar, a não ser de forma esporádica e descontínua, e é absorvida, em sua maior parcela, pela indústria e construção civil.

Assim é que, em 1965-1966, a indústria da construção civil e mobiliária do Estado de São Paulo ocupava, segundo resultados dos levantamentos realizados pelo SENAI, perto de 139.600 operários (dos quais 61.700 na própria cidade de São Paulo), o que representava 11,5% da mão-de-obra industrial do Estado. O número verdadeiro de operários ocupados por essa indústria provavelmente é mais elevado, levando-se em conta a sub-avaliação freqüentemente posta em prática pela empresa, a fim de fugir ao pagamento da totalidade das prestações da previdência social, o que também contribui para facilitar a grande mobilidade de emprego nesse setor industrial.

Apesar das disparidades existentes, a industrialização das regiões pobres do país começa a progredir, especialmente no Nordeste. Graças à SUDENE, órgão de desenvolvimento regional criado em 15 de dezembro de 1959, gradativamente se foram constituindo polos de crescimento industrial, na maioria das vezes ao redor dos principais portos da região e especialmente em Salvador, Recife e Fortaleza. De fato, a SUDENE adota uma política sistemática de incentivo aos investimentos, cujo principal instrumento se encontra nos artigos 18 e 34 de seu Plano-Diretor; esses artigos permitem a qualquer empresa depositar até 50% do montante dos impostos que sobre a mesma incidem numa conta bloqueada, sem juros, podendo servir para o possível financiamento de seus investimentos industriais no Nordeste, desde que os mesmos sejam aprovados pela SUDENE.

O mais importante polo de desenvolvimento industrial criado ou reforçado graças a esses mecanismos é o de Salvador (Estado da Bahia). De 1966 a julho de 1967, a região de Salvador beneficiou-se com 44% do montante total dos investimentos autorizados pela SUDENE no contexto da aplicação dos artigos 18/34. Perto dos arrabaldes industriais do Grande-Salvador, onde trabalham 20.000 operários, criou-se, em Aratu, uma nova zona industrial, inteiramente nova, a qual será servida por instalações portuárias autônomas, cuja construção é financiada por um empréstimo do BIRD. Algumas indústrias, que empregam perto de 5.000 operários, já começaram a funcionar nessa nova zona de expansão industrial, onde também está prevista, antes de 1970, a instalação de mais de vinte empresas, representando cerca de 15.000 novos empregos. Essas empresas recrutarão a maior parte do pessoal de que precisarão dentre os habitantes da região.

O número de operários recenseados nas indústrias manufatureiras do Estado da Bahia, em 1965, atingia a 27.013 pessoas, distribuídas da seguinte maneira:

- Indústrias alimentícias	6126
- Indústrias químicas	4808
- Indústria do fumo	4575

- Minerais não-metálicos	2482
- Madeira	1613
- Metalurgia	1385
- Outros	1637

A distribuição da mão-de-obra industrial no Brasil, segundo os níveis de qualificações, ressalta a importância da categoria da mão-de-obra "semiquificada", bem como a disparidade existente em relação à categoria dos "operários qualificados" entre as indústrias manufatureiras e a indústria da construção civil. De fato, parece que o progresso técnico e a mecanização crescente nas indústrias tende a aumentar a importância relativa dos operários "semiquificados" em detrimento dos operários qualificados, por um lado, e, em menor escala, por outro lado, dos operários sem qualificações.

Tabela 7: Composição da mão-de-obra industrial por níveis de qualificação (em percentagem)

	<u>Indústrias</u> <u>manufatureiras</u> <u>(1963)</u>	<u>Construção</u> <u>civil</u> <u>(1965)</u>
Operários semiquificados	38,10	30,10
Operários qualificados	9,97	25,64
Mestres	3,59	4,71
Auxiliares técnicos	1,48	1,00
Técnicos de nível médio	0,88	0,35
Engenheiros	0,41	0,66
Outros	45,57	37,56
	<u>100,00</u>	<u>100,00</u>

Fonte: "Mão-de-obra industrial"; estudo do SENAI e documento do Plano Decenal.

Entretanto, a industrialização no Brasil só tem podido desenvolver-se graças aos favores de uma severa proteção alfandegária. Apesar dos níveis de salários relativamente baixos, os custos de produção no seio de muitas empresas continuam elevados. Essa situação não deixa de relacionar-se com o baixo nível de eficiência e de produtividade da mão-de-obra, especialmente nos escalões menos elevados, e com as dificuldades que a mesma experimenta em se adaptar à civilização industrial, levando-se em conta a insuficiência de sua formação. Em verdade, o Brasil enfrenta um fenômeno comum a muitos dos países em vias de desenvolvimento, a saber um excedente de mão-de-obra sem qualificações, coincidindo com uma penúria de mão-de-obra realmente qualificada.

Quanto às categorias de "operários qualificados" e de "operários semiquificados", verifica-se que, para atender às necessidades crescentes de mão-de-obra, os programas de formação profissional não têm podido corresponder e não estão ainda em condições de satisfazer a totalidade da procura. Quanto à formação feita "no serviço", ela frequentemente oferece sérias dificuldades e nem sempre dá os resultados esperados. A formação profissional de operários qualificados e

semiqualeficados está a cargo, essencialmente, do SENAI e, quanto aos operários qualificados, da Divisão de Ensino Industrial do Ministério Federal da Educação e Cultura (MEC).

O SENAI, criado em janeiro de 1942 pela Federação das Indústrias Brasileiras e cujo financiamento está garantido por uma contribuição que incide em 1% sobre os salários, dispõe de uma rede de formação profissional que se estende por todas as regiões industriais do país. Inicialmente, o SENAI foi concebido como um órgão encarregado da formação de aprendizes de 14 a 18 anos, mediante a combinação de cursos teóricos e de trabalhos de aplicação prática. A seguir, o SENAI estendeu seu campo de atividades à formação profissional dos adultos. Atualmente, além dos cursos de aprendizagem de duração geralmente longa (dois anos), visando formar operários qualificados, o SENAI realiza, em suas escolas e seus centros de formação, cursos intensivos de formação para adultos visando, em grande parte, a formação de operários semiqualeficados) e cursos de aperfeiçoamento (para operários qualificados). Em 1965, o número de operários e aprendizes beneficiários da assistência do SENAI se distribuía como segue:

Tabela 8: Cursos organizados pelo SENAI

- Cursos de aprendizagem	27.495
- Cursos intensivos de formação	19.267
- Cursos de aperfeiçoamento	7.075
- Cursos para o pessoal do SENAI	432
- Cursos para técnicos de nível médio	781
Total:	<u>55.600</u>

Fonte: Documento do projeto do Plano Decenal.

Além da formação proporcionada em seus centros e escolas, o SENAI se encarrega igualmente, a pedido das empresas, da formação nos locais de trabalho, ajustada às necessidades peculiares e visando geralmente preparar operários semiqualeficados ou a aperfeiçoar operários qualificados, chefes de oficinas, auxiliares técnicos etc. Em 1966, 36 empresas haviam assinado, para tal, acordos com o SENAI (10 empresas siderúrgicas, 5 indústrias mecânicas e metalúrgicas, 5 indústrias têxteis etc.) e 77.000 operários aproximadamente se beneficiavam assim de uma formação especializada.

O programa de formação da mão-de-obra industrial da Divisão de Ensino Industrial do MEC foi organizado por força do decreto de 28 de dezembro de 1963, a fim de complementar e reforçar a atuação do SENAI. No decurso de uma primeira fase experimental de 20 meses, o programa devia permitir a formação de 32.400 operários qualificados, 3.100 supervisores, 4.100 auxiliares técnicos, 4.200 técnicos e 2.100 instrutores. Distinguindo-a do SENAI, a Divisão de Ensino Industrial não executa ela mesma esse programa, mas propicia ajuda financeira e apoio técnico aos órgãos e empresas que desejam valer-se disso, número que durante a fase experimental atingiu a 320.

Apesar de sua importância, os programas de formação profissional do SENAI e do MEC cobrem apenas uma parcela das necessidades em



operários qualificados e semiquualificados das empresas industriais.

Os encarregados do planejamento calculam que as indústrias deverão empregar, em 1968, perto de 35.000 novos operários qualificados e 79.000 novos operários semiquualificados, prevendo-se um crescimento regular de tais números, que, em 1976, poderão chegar a 50.000 e 101.000 respectivamente (1). A Divisão de Ensino Industrial estima, por sua vez, em 60.000 o número de operários qualificados que deverão ser formados ou aperfeiçoados anualmente (2).

As estatísticas do mercado de trabalho confirmam, além disso, a carência de operários qualificados e semiquualificados, condição agravada, em relação aos primeiros, pelo fato de que parte dos aprendizes do SENAI abandonam, depois de formados, o setor industrial para se estabelecer por conta própria como artesãos.

A insuficiência dessa categoria de mão-de-obra se manifesta em diferentes graus, segundo as regiões e os tipos de indústria. Parece que ela se faz sentir com importância especial no setor da construção civil, sobretudo em São Paulo, nos principais ofícios dessa indústria: pedreiros, marceneiros, bombeiros, etc. Cômscios dessa situação, as autoridades paulistas (Prefeitura, Federação das Indústrias, SENAI) se empenham atualmente em criar uma rede suplementar de formação, visando remediar tal situação.

Os operários qualificados e sobretudo os semiquualificados são, pois, formados, em grande parte, nos seus próprios locais de trabalho. As cifras que se seguem, relativas ao estoque total da mão-de-obra industrial em 1967 e que, portanto, refletem as tendências passadas, confirmam isso:

Tabela 9: Modalidades de formação de operários qualificados e semiquualificados

	<u>SENAI</u>	<u>Cursos técnicos</u>	<u>Cursos indust.</u>	<u>Outros</u>	<u>Locais de trabalho</u>
Operários qualificados	10,6%	1,3%	4,6%	0,6%	82,9%
Operários semiquualificados	3,3%	0,2%	0,6%	0,3%	95,7%

Fonte: Números provisórios extraídos de um levantamento realizado por técnicos do SENAI.

Ora, a formação nos próprios locais de trabalho, realizada fora dos

(1) Projeto do Plano Decenal,

(2) "Cintext" (Centro Interamericano de Pesquisa e Documentação em matéria de Formação Profissional, estabelecido sob os auspícios da OIT, em Montevideo): projeto nº 019, 1967, relativo à avaliação do programa intensivo.

programas do SENAI e do MEC; se vê a braços com numerosos óbices e continua sendo incompleta e precária. Numerosas empresas não têm condições de aplicar um método de formação adequada ou não dispõem dos meios apropriados; e os operários, que, em grande parcela, procedem das regiões rurais e são analfabetos ou semi-analfabetos, experimentam graves dificuldades em se ajustar às exigências da indústria (atenção continuada, pontualidade etc.) e em assimilar, em profundidade, a formação que lhes é dada.

Isso basta para explicar o fraco nível de produtividade, principalmente nas empresas menos mecanizadas, bem como a limitação das possibilidades de promoção interna que caracterizam a indústria brasileira.

É bem verdade que o problema não se apresenta sempre, em toda a parte, com o mesmo impacto. A taxa média de analfabetismo ou semi-analfabetismo (1) entre os operários qualificados e semiqualificados, a qual chega, conforme os resultados provisórios de um levantamento recente, a 17% e 45,5% respectivamente, abrange importantes disparidades regionais e setoriais. Ela é presumivelmente bem mais alta nas regiões menos desenvolvidas do País ou entre os operários da construção civil por exemplo, recrutados, em parte, dentre os migrantes do Nordeste.

#### 4. O desenvolvimento agrícola

O esforço extremamente importante empreendido pelo Brasil para acelerar o ritmo do desenvolvimento industrial e que se estende a regiões até agora tradicionalmente dedicadas à agricultura, tornou evidente o fato, já constatado em numerosos países em vias de desenvolvimento, de que o atraso da agricultura retarda o progresso econômico e constitui ameaça, a longo prazo, para os resultados da industrialização. A agricultura, de fato, não só alimenta a população, mas deve fornecer também os principais produtos de exportação, prover a indústria de matérias-primas e constituir um mercado para os novos produtos industriais. Além disso, ela alimenta, na medida do crescimento de sua própria produtividade, o reservatório de mão-de-obra, do qual se socorrem os setores secundário e terciário em função de sua respectiva evolução. Esses dados elementares são retomados e expostos no Plano Decenal de Desenvolvimento Econômico e Social.

Ora bem, a agricultura, que ocupa ainda perto da metade da população ativa, não se desenvolve no mesmo ritmo que a indústria. O índice da produção agrícola passou de 100, em 1949, a 167, em 1961, ou seja que houve um crescimento de 67% (enquanto a produção industrial se elevava em 195% no mesmo período).

Sob o ponto de vista agrícola, o Brasil pode, esquematicamente, ser dividido em três regiões: o Noroeste (7% da produção), o Nordeste (16%) e o Sul (77%). Ao contrário do Sul, onde se desenvolveu uma

(1) Por semi-analfabetos entendem-se os adultos que não completaram, no mínimo 4 anos de ensino primário, devendo a duração desse ensino em princípio, ser de 6 anos no meio urbano e de 4 no meio rural.

agricultura do tipo moderno e onde as plantações particulares fornecem uma proporção considerável dos principais cultivos do País (café, arroz, milho, algodão, cana de açúcar etc.), a situação no Nordeste é bem menos favorável. Isso se deve, em parte, às difíceis condições climáticas (existência do polígono da seca), em parte à persistência de estruturas obsoletas, que, sobretudo na zona da 'Mata', ao longo da costa, constituem um óbice ao desenvolvimento: a maioria dos grandes proprietários tradicionais ainda não assimilou a mentalidade de "empresários", enquanto os assalariados agrícolas e os meeiros não têm possibilidade ou não se interessam em aumentar a produção.

As autoridades brasileiras reconhecem que o desenvolvimento agrícola deve acompanhar, par a par, a industrialização. Trata-se não só de elevar o nível de vida das massas camponesas, a fim de reduzir as disparidades entre as cidades e o campo, mas também de ampliar o mercado industrial mediante a melhoria do poder de compra das massas rurais. A importância da agricultura ressalta igualmente do fato de que os produtos agrícolas representam cerca de 85% das exportações e que ainda constituirão, durante longo tempo, a principal fonte de divisas estrangeiras. Eis porque uma série de medidas foram tomadas para favorecer a agricultura e elevar a renda dos camponeses. Essas medidas, que interessam em especial ao Nordeste, se enquadram nos seguintes rumos:

(a) Elevação do nível técnico da mão-de-obra rural.

Os esforços empreendidos no sentido de melhorar o nível técnico da mão-de-obra rural dependem, em primeiro plano, da ABCAR, órgão público encarregado da melhoria e da difusão das técnicas e práticas agrícolas. Esse órgão iniciou suas atividades em 1949 no Estado de Minas Gerais. Em 1966, sua atuação se estendia a 18 Estados, onde então dispunha de 755 escritórios locais e 103 escritórios regionais. A ABCAR (chamada ANCAR, nos Estados do Nordeste) empregava cerca de 1700 agentes de extensão, dos quais perto de 1500 trabalhavam em contato direto com os camponeses. O sistema de extensão da ABCAR, que se baseia sobre a atuação do responsável por cada escritório local através dos líderes das comunidades, até aqui, em inúmeras regiões, tem dado resultados notáveis (1). Parece, contudo, que a eficiência do sistema poderia ser grandemente aperfeiçoada mediante a melhoria do nível cultural dos líderes e do da população que aos primeiros cabe influenciar. Isso facilitaria a compreensão e a assimilação dos conselhos, das informações e das diretrizes que lhes são propiciados.

No Estado de Pernambuco, a ANCAR age, em grande parte, numa região do Agreste, que se localiza entre a zona do litoral (zona da Mata) e a do interior (Sertão). O Agreste de

(1) Um relatório publicado pela ANCAR do Estado de Pernambuco mostra, por exemplo, que o rendimento médio por hectare do algodoeiro aumentou de 300 para 373 quilos, de 1964 a 1966, nas zonas que dispõem de assistência da ANCAR, ao passo que nas demais foi apenas de 221 a 267.

Pernambuco abrange uma superfície de 179.700 km<sup>2</sup>. onde vivem perto de 1.354.000 pessoas. Essa região se caracteriza pela predominância das pequenas propriedades (137.900 propriedades de menos de 10 hectares, contra 20.800 na zona da Mata e 41.500 no Sertão), cuja exploração não é economicamente viável, a não ser se agrupadas em cooperativas. A atuação da ANCAR de Pernambuco (ANCARPE), que se empenha, através da transmissão e da generalização das técnicas apropriadas, em melhorar o rendimento dos principais cultivos de víveres (milho, sorgo, mandioca etc.) e de mercado (essencialmente o algodão), bem como em estimular e facilitar a criação de cooperativas, se exercia, em 1966, em 47 Municípios, agrupados em 9 regiões. A ANCARPE dispõe de 17 técnicos em orientação e liderança, de 89 técnicos de execução, bem como de 88 agentes administrativos, que atuam junto a cerca de 1900 líderes rurais.

b) Atuação sobre as estruturas de base

Os imperativos do desenvolvimento agrícola nas áreas ditas prioritárias, onde as tensões sociais são vivas e onde as estruturas de base são arcaicas, levaram à criação do IBRA, promulgado pela lei de 30 de novembro de 1964. Esse organismo, subordinado diretamente à Presidência da República, está encarregado de estabelecer núcleos de colonização nas terras desapropriadas dos grandes proprietários, de instalar ali os antigos trabalhadores agrícolas e de facilitar seu acesso à propriedade, proporcionando-lhes educação geral, agrícola, cooperativa, bem como assistência técnica. Até o momento, as atividades do IBRA se têm concentrado essencialmente no Nordeste, onde três núcleos de colonização foram estabelecidos, em Caxangá (22.000 hectares, 1200 famílias), Coatis (1000 hectares, 85 famílias) e Rio Tinto (22.000 hectares, 1000 famílias). A atuação, ora limitada, do IBRA de certo experimentará uma certa expansão nos anos vindouros.

Em cada um desses núcleos de colonização, o IBRA dispõe de uma equipe de educadores e de instrutores. Por outro lado, o IBRA também coopera com a ABCAR, financiando-lhe a sua ação nas zonas prioritárias, a fim de garantir a colocação em prática e o funcionamento dos serviços de extensão agrícola. Parece, no entanto, que o divórcio que existe entre a educação geral e especialmente a alfabetização, por um lado, e a formação técnica e profissional, de outro, ameaça prejudicar uma e outra e até mesmo comprometer, a longo prazo, o êxito dos esforços empreendidos.

c) Os projetos de irrigação

Destinados a amenizar a falta de água no Nordeste, foram

iniciados dois projetos relativos à utilização dos recursos hidráulicos para fins de irrigação. Ambos estão atualmente em fase inicial de estudos e de experimentação, mas deverão levar, a prazo mais ou menos longo, a ações de grande envergadura. O primeiro projeto diz respeito ao vale do São Francisco e é objeto de um projeto do Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento - (Fundo Especial), cuja execução foi confiada à FAO (Organização de Alimentação e Agricultura das Nações Unidas); esse projeto vem de entrar em sua segunda fase. Interessa à parte Norte do vale do São Francisco, que banha os Estados da Bahia e de Pernambuco. As operações empreendidas no decurso da primeira fase levaram à criação de um perímetro experimental de irrigação de 150 hectares. A fase atual, a estender-se até junho de 1969, levará avante as pesquisas e as experimentações, bem como o estabelecimento de dois perímetros suplementares, de 2000 hectares cada um. A irrigação, no contexto desse projeto, se faz mediante bombeamento. Foi instalado um centro de formação, visando a proporcionar aos futuros colonos uma formação capaz de lhes permitir ajustar-se às práticas e às técnicas do cultivo intensivo irrigado. Esse centro já formou quinze lavradores instalados no perímetro experimental de 150 hectares.

As primeiras conclusões tiradas dos estudos levados a cabo até agora mostram a viabilidade da ocupação de uma superfície de perto de 790.000 hectares, nos quais poderão ser instalados 75.000 a 80.000 lavradores e suas famílias. Contudo, o calendário para a execução dos trabalhos, que provavelmente serão levados a efeito sob a responsabilidade da SUVALÉ (Superintendência do Vale do São Francisco), em combinação com a SUDENE, ainda não foi elaborado; o ritmo de expansão dependerá primordialmente das possibilidades de financiamento.

O segundo projeto interessa ao aproveitamento do vale do Jaguaribe, localizado no Estado do Ceará; ele apresenta muitas semelhanças com o projeto do São Francisco. Os estudos, iniciados em 1962, estão sendo levados a efeito por uma sociedade francesa (SET-Coopération). A irrigação far-se-á pela gravidade, partindo das represas de Ores e de Banaboiu. Está prevista a criação de um perímetro experimental de 250 hectares, bem como de um perímetro-piloto de 2500 hectares (em Morada Nova). Está também em vias de instalação um centro de formação. A exemplo do projeto do vale do São Francisco, o calendário de execução dos trabalhos ainda não está bem definido e dependerá, em primeiro plano, da obtenção de financiamento, que talvez venha a ser pedido ao BIRD.

A formação dos futuros exploradores agrícolas, no contexto de ambos os projetos de irrigação, é extremamente importante. Trata-se, de fato, de transformar um plantador tradicio-

nal (cultivo extensivo) num agricultor sedentário, que sabe tirar proveito da rede de irrigação e conhecedor das técnicas relacionadas com cultivos que para ele são novas.

d) Trabalhos de eletrificação

A fim de satisfazer a procura crescente de eletricidade, a qual vem acompanhando o desenvolvimento do País e que se vem acumulando a um ritmo anual de 8,5% entre 1955 e 1965, importantes trabalhos de eletrificação foram efetuados, partindo de grandes represas - Urubupungá, no Sul, e Paulo Afonso e Boa Esperança, no Nordeste.

Embora a eletricidade no Brasil seja fornecida por perto de 990 empresas, das quais 770 são de pequeno tamanho e das quais muitas pertencem ao setor privado, a maior parte da produção provém de 16 companhias federais, controladas pela ELETROBRÁS. Muitas dessas companhias se consideram, não só como empresas comerciais produtoras e vendedoras de força elétrica, mas acham que lhes cabe o papel de mestres-de-obra no desenvolvimento das regiões onde intervêm. É o caso especialmente da COHEBE (Companhia Hidrelétrica de Boa Esperança), que, com a energia produzida pela represa-gigante de Boa Esperança, se propõe a eletrificar, numa primeira etapa, uma imensa região, que compreende grande parte dos Estados do Maranhão e do Piauí, interessando a 17 Municípios, onde vive uma população estimada em cerca de 1.300.000 pessoas (das quais 570.000 em meio urbano).

Atualmente, a COHEBE está em vias de reinstalar cerca de 20.000 pessoas (das quais 4.000 agricultores), que tiveram de ser deslocadas devido aos trabalhos de construção da represa, dando-se-lhes assistência técnica e proporcionando-lhes a necessária formação. A COHEBE dispõe para tal uma equipe de educadores, que procuram empreender ações de alfabetização e educação, em relação aos quais apenas resta lamentar que não estejam melhor entrosados com os esforços de extensão agrícolas empreendidos pelos técnicos da ABCAR.

B. - AÇÃO empreendida no setor da alfabetização e da educação de adultos

1. Ação pública

O Governo federal e as autoridades dos Estados e dos Municípios há muito tempo se preocupam com os problemas que dizem respeito à alfabetização e à educação de adultos. Numerosas campanhas de alfabetização foram lançadas, nos últimos 30 anos, no Brasil, tendo tido destinos diversos. A primeira campanha sistemática de

educação de adultos remonta ao ano de 1947; a ela seguiu-se uma Campanha Nacional de Educação Rural, organizada e principiada em 1949, e uma Campanha Nacional de Erradicação do Analfabetismo, iniciada em 1958. Em 1963, em combinação com o Movimento de Cultura Popular, foi lançado um Programa de Mobilização Nacional contra o Analfabetismo. Esses diversos projetos permitiram a redução da taxa de analfabetismo de 58% em 1940 para 53% em 1950 e 42% em 1960, enquanto concomitantemente a população brasileira crescia de 41,2 milhões para 51,5 e 71 milhões.

O problema do analfabetismo portanto, ainda não foi solucionado. É preciso considerar que, de fato, até se agravou, em vista do baixo aproveitamento do ensino primário e da insuficiência de desenvolvimento do mesmo. O primeiro censo escolar, realizado em 1964, de fato mostrou que 2,5 milhões de crianças em idade escolar não tinham condições de frequentar escola. Uma elevada fração dos alunos do ensino primário abandonam a escola após um ou dois anos de estudos e voltam, por conseguinte, a cair rapidamente de novo no analfabetismo. Segundo cálculos realizados em 1965, de cada 100 alunos que ingressam na escola primária 46 a abandonam antes do término do primeiro ano e apenas 9 concluem o ciclo primário mínimo de 4 anos.

A ação a favor da alfabetização de adultos se realiza simultaneamente por parte dos serviços públicos e por parte das organizações não-governamentais. A atuação dos primeiros geralmente se enquadra no contexto das atividades supletivas de ensino primário. A responsabilidade pelo ensino supletivo foi confiada, de acordo com a Lei descentralizadora de Diretrizes e Bases da Educação Nacional, adotada em 1961, aos Estados, que, no entanto, devem acatar as orientações e conselhos técnicos do MEC e recebem da União uma grande parcela dos recursos financeiros que para tal necessitam.

Os cursos para o ensino de adultos, cuja duração varia de 2 a 4 anos, se realizam geralmente à noite, nos prédios das escolas primárias; os cursos são ministrados por professores contratados sob o regime de tempo parcial, especialmente dentre os elementos do magistério. O teor desse ensino não difere substancialmente do das escolas primárias e se orienta, aliás, talvez mais em relação aos adolescentes que não puderam frequentar a escola do que em relação aos adultos. O número de alunos inscritos e que realmente comparecem aos cursos do ensino primário supletivo evoluiu da seguinte forma (1):

(1) Essas estatísticas incluem certo número de alunos que frequentaram cursos promovida por organizações particulares.

Tabela 9: Alunos inscritos no ensino primário supletivo

	<u>Início do ano</u>	<u>Fim do ano</u>
1964	314.770	57.774
1965	410.973	344.125
1966	517.013	429.882

Fonte: Anuário Estatístico do Brasil, 1967.

A maioria dos cursos são realizados no meio urbano, devido às facilidades materiais mais importantes disponíveis nas cidade. A proporção de alunos que frequentam cursos organizados no meio rural apenas representava, em inícios do ano, 18,4% em 1964, 13,5% em 1965 e 18,7% em 1966.

ao nível do Estado, os órgãos responsáveis pelo ensino supletivo geralmente são os Departamentos de Ensino supletivo ou os Serviços de Educação Extra-Escolar, que funcionam no seio das Secretarias de Educação e Cultura. Em alguns Estados, contudo, a educação dos adultos cabe à Diretoria do Ensino Primário.

Ao nível federal, os órgãos encarregados da organização das campanhas nacionais de alfabetização de adultos foram suprimidos em 1964. Portanto, a partir de 1965, cabe ao Departamento Nacional de Educação (DNE), do Ministério da Educação e Cultura, proporcionar aos Estados a assistência técnica de que necessitam no setor da alfabetização e da educação, assim chamada não-sistemática. A ação do DNE se exerce em conjunto com uma Comissão Interministerial, chamada Junta Nacional de Alfabetização, a qual foi substituída, em fins de 1966, por uma Comissão Nacional de Alfabetização e Educação Não-Sistemática, composta de representantes dos diferentes Ministérios e encarregada de informar e motivar a opinião pública quanto aos problemas do analfabetismo e de suscitar, ao nível dos Estados, a criação de comissões análogas.

As atividades da educação de adultos, até agora, se enquadravam no contexto do Plano Nacional de Educação para 1963-1970, o qual, no entanto, nesse setor, fixou objetivos apenas bastante vagos. É bem verdade que, em 28 de fevereiro de 1966, foi promulgado um Plano Nacional Complementar, visando o ensino supletivo. Esse Plano objetiva organizar, para as pessoas não-escolarizadas de 10 a 29 anos, um ensino equivalente aos níveis primário e médio, conjugado a atividades orientadas para o trabalho. Esse plano, todavia, não pode ainda ser executado, por falta de verbas, dependendo seu financiamento, essencialmente aleatório, do montante dos saldos não-utilizados do Fundo Nacional do Ensino Primário.



Por força de uma lei de nº 5.379, de 15 de dezembro de 1967, o Governo federal resolveu criar uma fundação, intitulada Movimento Brasileiro de Alfabetização (MOBRAL), que funciona no seio do Ministério da Educação e Cultura e goza de personalidade jurídica e de autonomia administrativa e financeira.

Preside a MOBRAL ex-officio o Diretor do DNE. A MOBRAL incumbe a colocação em prática do Programa Nacional de Alfabetização Funcional e de Educação Contínua, aprovado pela mesma lei de 15 de dezembro de 1967. Esse programa prevê a alfabetização de 1.500.000 adolescentes e adultos de 15 a 30 anos, no decorrer de uma etapa inicial de 4 anos. Ações complementares deverão permitir incorporar às escolas primárias 850.000 crianças de 10 a 14 anos ainda não-escolarizadas, bem como realizar um sistema de ensino para adultos através do rádio e da televisão, capaz de atingir a cerca de 500.000 adultos.

O custo global do programa foi estimado em perto de 400 milhões de cruzeiros novos. Sua execução será descentralizada, graças às convenções firmadas entre a MOBRAL, de um lado, e os Estados, as administrações municipais e as organizações / não-governamentais, de outro.

## 2. Ação não-governamental

Paralelamente diversas campanhas de alfabetização têm sido levadas a efeito por organizações não-governamentais, que muitas vezes, no entanto, gozam da ajuda do Governo federal ou dos Estados. Entre essas organizações, vale a pena citar especialmente as seguintes:

### (a) Movimento de Educação de Base (MEB)

Esse Movimento, criado pela Conferência Nacional do Episcopado Brasileiro e reconhecido por decreto do Presidente da República, de março de 1961, se propõe a proporcionar aos adultos analfabetos, que vivem no meio rural e especialmente nas regiões insuficientemente desenvolvidas do país, um ensino elementar e uma formação capazes de facilitar e melhorar a vida comunitária. A atuação do MEB, que visa a suscitar um processo de tomada-de consciência (ou conscientização) ao mesmo tempo que uma melhoria do nível técnico e cultural das populações, se realizada principalmente através de programas radiofônicos comentados, seguidos de debates dirigidos por um monitor ou líder. Em 1964, essa ação, empreendida em 15 Estados e Territórios da Federação, permitiu a formação de mais de 12.000 líderes, motivados por mais de 500 técnicos em educação popular. A partir de abril de 1964, os recursos financeiros do MEB - que dependia, em grande parte, de subvenções federais - foram diminuindo, forçando o MEB a reduzir gradati-

vamente as suas atividades (1).

(b) A Cruzada ABC

A Cruzada de Ação Básica Cristã (ABC), de iniciativa das missões protestantes americanas, começou, em 1965, no Nordeste do Brasil e, em especial, em Recife. Ela visa a alfabetizar os adultos e a proporcionar-lhes uma formação complementar no plano moral, cívico, sanitário e, acessoriamente, técnico. Dispondo de poderosos recursos financeiros, fornecidos pela ajuda americana e fundações particulares, a Cruzada ampliou consideravelmente suas atividades, assinando com diversos Estados acordos destinados à organização de campanhas sistemáticas de alfabetização.

(c) SESI

O SESI, criado por decreto Nº 9.403, de 25 de junho de 1946, conta com o apoio financeiro da poderosa Federação Nacional das Indústrias. O SESI organiza uma série de atividades educacionais e culturais, visando melhorar a educação social dos trabalhadores (cursos de vulgarização cultural, bibliotecas, sessões de orientação de leituras, em sintonia da legislação trabalhista pelo rádio, ensino supletivo, cursos primários para os filhos dos trabalhadores etc.).

A pedido das grandes empresas industriais, o SESI organiza, especialmente nos Estados mais industrializados, cursos destinados aos trabalhadores analfabetos.

3. As iniciativas de alfabetização, quer sejam elas empreendidas / pelos serviços públicos ou por organizações não-governamentais, tal como foram até aqui resumidas, não permitiram, até agora, realizar a sincronização e a integração da formação profissional e da alfabetização. Duas experiências de alfabetização funcional, contudo, chegaram a ser realizadas. A primeira foi empreendida pela ELETROBRÁS (empresa de economia mista, que funciona sob a forma de "holding" e agrupa a maioria das sociedades de / produção e distribuição de energia elétrica em funcionamento no Brasil), com o apoio da Divisão de Ensino Industrial do MEC e a ajuda técnica da cooperação bilateral francesa, visando a assegurar a formação rápida de eletromecânicos, monitores e técnicos necessários para o funcionamento da usina e das instalações

(1) É possível, contudo, que essa tendência sofra uma reversão no decorrer dos próximos anos e que o MEB seja chamado de novo a exercer um papel importante no setor da alfabetização.

**hidrelétricas**: de Paulo Afonso; essa experiência, que permitiu a colocação em marcha de programas e métodos originais de promoção técnica de trabalhadores analfabetos, inspirados na queles elaborados pela l'ELECTRICITÉ DE FRANCE, já começa a ser aplicado por outros projetos hidrelétricos. Uma segunda experiência se desenrola atualmente no contexto do projeto RODOVIA, empreendido sob a direção do SENAI, visando a assegurar a formação profissional e a iniciação técnica a mão-de-obra empregada nas grandes companhias encarregadas das construções de rodovias e dos trabalhos de infra-estrutura no Nordeste do Brasil.

## C - Descrição do Projeto

### 1. Objetivos

Dentro dessas perspectivas gerais poderá realizar-se no Brasil um Projeto-Piloto de Alfabetização Funcional, enquadrado no Programa Experimental Mundial de Alfabetização, cujos objetivos principais seriam os seguintes:

- (a) Favorecer a promoção técnica e a integração sócio-cultural dos trabalhadores analfabetos ou semi-analfabetos, condicionando especialmente a aceitação e a disseminação de valores, de atitudes e de comportamentos favoráveis à adoção de técnicas novas e ao aumento da produtividade.
- (b) Elaborar e experimentar métodos novos de alfabetização, integrando e sincronizando o aprendizado da leitura, da escrita e da aritmética com a iniciação técnica e a formação profissional; preparar, especialmente, os instrumentos e os meios auxiliares pedagógicos destinados à alfabetização funcional e estudar as condições sob as quais sua utilização poderia ser melhorada, lançando mão dos meios de comunicação com a massa (rádio, cinema, televisão / etc.).
- (c) Constituir um laboratório para a elaboração de material pedagógico e a colocação em prática de métodos de forma - ção de instrutores e monitores, os quais poderão, posteriormente, ser sistematizados e generalizados sob a responsabilidade do MOBREAL, a fim de facilitar e acelerar a execução do Plano Nacional de Alfabetização Funcional e de Educação Permanente dos Adolescentes e Adultos, promulgado pela Lei nº 5.379, de 15 de dezembro de 1967.
- (d) Favorecer o intercâmbio de informações, de idéias e de material entre as experiências de alfabetização funcional realizadas nos diversos países sob os auspícios da UNESCO.

## 2. Campo de aplicação

Um Projeto dêsse tipo poderia subdividir-se em três subprojetos, que constituiriam unidades de experimentação distintas e correspondentes a diferentes situações sócio-econômicas e sócio-profissionais.

### (a) Alfabetização funcional e promoção técnica dos operários do setor da construção civil de São Paulo

Um primeiro subprojeto se destinaria aos trabalhadores analfabetos e semi-analfabetos do setor da construção civil e mobiliária de S. Paulo, a fim de lhes permitir adquirir os conhecimentos técnicos elementares necessários ao exercício dos ofícios básicos que o setor comporta - trabalhos de marceneiro, de pedreiro, de bombeiro, trabalhos de metal etc. - bem como de adaptar-se à introdução de novas técnicas, resultantes, por exemplo, da utilização de elementos prefabricados. Ressalvando a realização de estudos estatísticos mais profundos, pode-se calcular que êsse setor de atividades emprega atualmente, apenas quanto a cidade de São Paulo e aos três municípios industriais adjacentes, / 100.000 operários, dos quais 25% são qualificados, 30% semiquualificados (adestrados) e o resto sem qualificação. Propõe-se que o projeto se concentre, no decurso da primeira fase, na formação de trabalhadores qualificados e semiquualificados que ainda sejam analfabetos ou semi-analfabetos e que já são empregados das / empresas. Nessa hipótese, considerando-se o índice de renovação do pessoal e o ritmo de expansão do setor, pode-se estimar que os novos empregos a serem confiados a analfabetos representarão cêrca de 4% do total da mão-de-obra empregada, ou seja, 1.000 operários qualificados e 1.200 operários semiquualificados por ano. No decorrer de uma segunda fase e após a avaliação / dos resultados obtidos, poderia cogitar-se de estender a ação à totalidade dos trabalhadores semiquualificados do setor que não tenham tido, de modo geral, mais do que uma formação no trabalho, visando a incrementar a sua produtividade, melhorar seu nível profissional, reduzir a mobilidade dos trabalhadores e favorecer a promoção interna no seio das empresas. Essa segunda etapa interessaria aproximadamente a 27.000 operários semiquualificados, ou seja a 90% do total. Numa terceira etapa, a experiência poderia ser ampliada em duas direções: uma, setorial, que permitiria cobrir a totalidade do setor da construção civil e mobiliária do Brasil; outra, geográfica, que visaria facilitar a acolhida e a integração, na classe operária paulista, da totalidade dos trabalhadores migrantes / procedentes dos demais Estados do Brasil, especialmente do Nordeste,

(b) Alfabetização funcional e iniciação técnica polivalente dos TRABALHADORES DA ZONA INDUSTRIAL DA Região de Salvador

Um segundo subprojeto se destinaria aos trabalhadores analfabetos ou semi-analfabetos que já trabalham ou são suscetíveis de trabalhar no setor industrial de Salvador e seus arrabaldes, especialmente na nova zona industrial de Aratu. Esse subprojeto deverá permitir / aos operários adquirirem os conhecimentos técnicos elementares necessários ao exercício dos diferentes ofícios básicos indispensáveis ao desenvolvimento industrial da região.

Ressalvando a realização de ~~levantamentos~~ estatísticos mais detalhados - alguns dos quais já se acham em vias de elaboração - e levando em conta os dados e informações recolhidos diretamente pela Federação das Indústrias e o Serviço Social das Indústrias do Estado da Bahia, pode-se estimar que o complexo industrial do Grande Salvador empregava, em 1967, de 20.000 a 25.000 operários, dos quais 6.000 estavam ligados aos trabalhos de instalação da zona industrial de Aratu ou já trabalhavam nas novas empresas da mesma região. A expansão industrial prevista permite a suposição de que esse número poderá dobrar até 1970. Isso, pois, nos leva a um total de 25.000 novos operários a serem formados no decorrer dos próximos três anos. Por outra parte, conviria aperfeiçoar a mão-de-obra atualmente empregada, cujo nível cultural e qualificações / técnicas pareceriam, em conjunto, de acordo com a opinião dos chefes de empresa inquiridos, ser absolutamente insuficientes. Eis, então, que se deve calcular / em cerca de 35.000 o número total de trabalhadores que necessitam receber, quer seja uma formação inicial, quer seja uma formação profissional complementar, no decurso dos próximos anos. A importância dos investimentos destinados à industrialização da região de Salvador e o custo relativamente elevado que, naquela região, representa a criação de um emprego industrial (esse custo, segundo certas estimativas, varia de 12.000 a 20.000 US\$) justificam, portanto, amplamente uma / ação sistemática e intensiva de alfabetização operária, aliada à formação profissional e ao aperfeiçoamento no seio das empresas.

O programa contemplado poderia desenrolar-se nas duas seguintes direções:

- (i) Alfabetização e iniciação técnica polivalente dos trabalhadores sem qualificação, escolhidos à base de testes elementares de aptidão técnica dentre a mão-de-obra disponível. Tal ação permitiria consti

tuir-se uma reserva de mão-de-obra, da qual poderiam lançar mão as emprêsas na medida de suas necessidades. Será naturalmente conveniente associar as indústrias estreitamente à implantação desse sistema de preparação da mão-de-obra, a fim de garantir a colocação dos trabalhadores que concluírem com êxito os cursos de alfabetização funcional (aproximadamente 150 horas).

- (ii) Promoção e aperfeiçoamento técnico dos trabalhadores analfabetos e semianalfabetos já contratados pelas emprêsas. As indústrias deverão eventualmente cogitar de melhorar a remuneração dos trabalhadores que houverem, dessa forma, complementado sua formação profissional.

(c) Alfabetização funcional e formação da mão-de-obra rural qualificada no Nordeste do Brasil

Como os demais setores da economia, o progresso da agricultura depende, indubitavelmente, das providências tomadas para melhorar o nível cultural e técnico da mão-de-obra rural. Ora, a situação do ensino agrícola e da formação profissional não é satisfatória no Brasil; existe uma carência de quadros médios (que paradoxalmente se apresenta combinada com uma sub-utilização desses mesmos quadros), sendo a formação de agricultores e de operários agrícolas qualificados quase inexistente, apesar dos meritórios esforços da ABCAR e de suas agências locais. O Governo brasileiro mostra-se preocupado com essa situação e o Ministério da Educação e Cultura, através da Diretoria Geral de Ensino Agrícola, está atualmente elaborando um programa de ação sistemática, que parte de estudos sobre as necessidades de mão-de-obra qualificada, programa esse que deverá permitir o estabelecimento de uma rede de centros de formação de instrutores e de monitores agrícolas / em cada um dos principais Estados da União.

No Nordeste, os objetivos fundamentais em matéria de desenvolvimento rural e de reforma agrária, tais como os definiu a SUDENE, são os seguintes:

- modificação da estrutura agrária (redistribuição das terras insuficientemente cultivadas, reagrupamento ou associação das pequenas propriedades ou minifúndios);
- ampliação das fronteiras agrícolas;
- aumento do número de perímetros irrigados (especialmente nos vales de São Francisco e do Jaguaribe);
- assistência aos organismos de colonização.

Enquanto se aguarda a elaboração de um plano sistemático, que permitirá atingir êsses objetivos e que deverá englobar também e evidentemente as ações de alfabetização funcional contempladas, uma série de operações limitadas poderão ser realizadas, conforme o calendário a ser posteriormente precisado, a fim de integrar e entrosar os programas que dizem respeito à educação comunitária, à alfabetização, à extensão rural e à formação de agricultores. Tais operações poderiam ser realizadas em ligação com os seguintes organismos:

- (i) Grupo de irrigação do vale do São Francisco (GISF), que já goza de assistência do Fundo Especial, no contexto do Projeto BRA/1, cuja execução está confiada à FAO;
- (ii) IBRA, especialmente em vista das atividades que realiza no contexto dos núcleos de colonização de Caxangá e de Coatis;
- (iii) ABCAR, devido ao esforço de extensão rural que realiza no Agreste de Pernambuco;
- (iv) COHEBE, no contexto das atividades de educação e / de formação que se fazem necessárias para o aproveitamento do vale do Parnaíba (eletrificação, navegabilidade do Rio Parnaíba, desenvolvimento da agricultura e da pesca, criação de pequenas indústrias etc.).

Considerando a complexidade dos problemas referentes à formação rural nessa região do Brasil (o que já foi salientado no relatório da missão realizada pelo Sr. Jean Fauchon, funcionário da Organização Internacional do Trabalho, a pedido do Governo brasileiro, em outubro de 1967), parece necessário prever-se uma fase de operações preliminares, a durar cerca de 18 meses e destinada a completar estudos e avaliações em profundidade. Somente ao cabo dessa etapa preparatória é que se poderá definir, de forma precisa, quais seriam as condições sob as quais um ou mais subprojetos de alfabetização funcional no meio rural poderiam efetivamente ser empreendidos.

(d) Equipe central

Propõe-se a constituição de uma pequena equipe central de peritos internacionais junto ao MOBREAL, a fim de coordenar a ação dos diferentes subprojetos, estudar e definir as condições e perspectivas de generalização e avaliar os resultados obtidos com a colocação em marcha do Projeto, conforme as normas estabelecidas pela Comissão

de Peritos da UNESCO, encarregada da avaliação do Programa Experimental Mundial de Alfabetização. Essa equipe poderá, outrossim, proporcionar ao MOBRAL a necessária assistência de que talvez venham a precisar para a execução do Plano Nacional de Alfabetização Funcional, promulgado pela lei de dezembro de 1967.

### 3. Órgãos de execução

#### (a) Ao nível federal

O MOBRAL será, no seio do MEC, o órgão encarregado da coordenação da totalidade do projeto. Conforme a situação prevalecente nos demais projetos-pilotos de alfabetização funcional, sugere-se a criação de um Comitê Consultor de Coordenação, encarregado de assessorar o MOBRAL quanto às condições de organização, de desenvolvimento e de avaliação do Projeto-piloto, no qual estarão representados os principais Ministérios e órgãos federais, regionais ou locais interessados: Ministério do Planejamento e da Coordenação, Ministério da Agricultura, Ministério do Interior, Ministério do Trabalho e da Previdência Social, Ministério da Educação e Cultura, Secretaria Estadual de Educação da Bahia, Federação Nacional das Indústrias, SUDENE, Instituto Nacional de Desenvolvimento Agrícola (INDA), IBRA, SENAI, ABCAR, COHEBE etc.

#### (b) Subprojeto de São Paulo

O projeto será executado sob a responsabilidade conjunta do SENAI e do SESI, com o patrocínio da Prefeitura de São Paulo e da Federação das Indústrias do Estado de S. Paulo.

#### (c) Subprojeto de Salvador

O projeto será realizado sob a responsabilidade da Secretaria Estadual de Educação da Bahia, em íntima cooperação com a Secretaria do Trabalho, o SENAI, SESI e Federação das Indústrias.

#### (d) Subprojeto no meio rural

Ressalvando os resultados dos estudos a serem realizados para chegar a uma definição mais precisa das condições de implantação das operações de alfabetização funcional visando o meio rural no Nordeste, o subprojeto poderia realizar-se sob a responsabilidade da ABCAR, em combinação com as diversas instituições interessadas (IBRA, GISF, COHEBE etc.) e sob o patrocínio do Departamento de Recursos Humanos da SUDENE.

### 4. Duração do projeto

O projeto poderá estender-se por um prazo de 4 a 6 anos, a começar em junho de 1969. Propõe-se que um perito inter



nacional seja colocado à disposição do MEC, a título de elemento da assistência técnica do Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento (PNUD), o mais brevemente possível, a fim de estudar as medidas a serem tomadas para facilitar a colocação em marcha do projetor, coligir os dados complementares, realizar os estudos necessários para a definição das ações a empreender, participar na formulação de um eventual pedido ao PNUD e elaborar um anteprojeto do plano de operações.

## 5. Financiamento

### (a) Equipe central

#### (i) Contribuição do PNUD

<u>Peritos</u>	M/H	US\$
- Consultor técnico principal	60	115.500
- Avaliador	60	115.500
- Especialista em meios de informações (televisão educacional especialmente)	24	46.200
		<u>277.200</u>
Bolsas de estudo (3 de 6 meses)		10.200
	TOTAL:	<u>287.400</u>

#### (ii) Contribuição brasileira

<u>Pessoal</u>	M/H	Cruz. Novos
- 1 Diretor	60	90.000
- 3 Especialistas de avaliação	180	216.000
- 2 Secretárias	120	48.000
- 1 Motorista	60	15.000
- 1 Contínuo	60	12.000
	TOTAL:	<u>381.000</u>

#### Funcionamento (Material)

- Despesas com levantamentos para avaliação	75.000
- Viagens (passagens avião)	25.000
- Manutenção veículo	12.500
- Despesas de Escritório	25.000
	<u>137.500</u>
	TOTAL:

#### Equipamento

- Equipamento de escritório	10.000
- 1 veículo utilitário	10.000
	<u>20.000</u>
	TOTAL:

Total da contribuição brasileira 538.500

(b) Subprojeto de São Paulo

(i) Contribuição do PNUD

Peritos

	M/H	US\$
- Especialista em educação de adultos	36	69.300
- Especialista em formação industrial	24	69.300
TOTAL	60	138.600

Equipamento

	100.000
Bolsas (4 bolsas de 6 meses)	13.600
	<u>252.200</u>

(ii) Contribuição brasileira

Pessoal

	M/H	Cruz. Novos
- 1 Coordenador	60	72.000
- 2 Especialistas em educação de adultos (SESI)	120	108.000
- 2 Especialistas em formação profissional (SENAI)	120	108.000
- 2 Especialistas audiovisuais	72	64.800
- 1 Técnico impressor	36	25.200
- 1 Técnico laboratório fotográfico	36	25.200
- 1 Ilustrador	36	25.200
- 2 Secretárias	120	48.000
- 2 Operadores de Máquinas	72	18.000
- 2 Motoristas	120	48.000
		<u>524.400</u>

- 15 Supervisores-instrutores para os instrutores dos 3 programas (tempo parcial)	900	90.000
- 135 Instrutores por programa	6.480	486.000
- 60 Instrutores por programa	2.880	172.800
- 300 Instrutores por programa	10.800	540.000
		<u>1.288.800</u>

Despesas de funcionamento

	US\$
- Despesas de escritório da equipe de conceituação e administração (5 anos)	60.000
- Manutenção de 2 veículos	25.000

27.

US\$

- Material consumível para a produção dos instrumentos pedagógicos (papel, tinta, material audiovisual etc.)	100.000
- Material consumível nas turmas (aulas) de alfabetização funcional (papel, lápis, gis).	25.000
	<u>210.000</u>

Equipamento, valor locativo etc .

Cruz. Novos

- Valor locativo dos prédios da equipe de concepção e administração	75.000
- Equipamento de escritório para a equipe de concepção e administração	25.000
- Dois veículos utilitários	20.000
- Equipamento das salas e oficinas com material didático	5.000
- Valor locativo para a utilização dos locais para a alfabetização funcional	<u>p. m.</u>
	125.000

TOTAL da contribuição brasileira para o subprojeto de S. Paulo

(Cruzeiros novos)	2.148.200
15% do custo dos peritos (US\$)	27.720

(c) Subprojeto de Salvador

(i) Contribuição do PNUD

<u>Peritos</u>	M/H	US\$
- Especialista em educação de adultos	36	69.300
- Especialista em formação profissional industrial	36	69.300
TOTAL		<u>138.600</u>
<u>Equipamento</u>		60.000
Bolsas de estudo (3 de 6 meses)		<u>10.200</u>
		208.800

(ii) Contribuição brasileira

<u>Pessoal</u>	M/H	Cruz. Novos
- 1 Coordenador	60	72.000
- 2 Especialistas em educação de adultos (SEC ou SESI)	120	108.000
- 2 especialistas em formação profissional	120	108.000

28.

	M/H	Cruz. Novos
- 1 Técnico impressor	36	25.200
- 1 Ilustrador	36	25.200
- 2 Secretárias	120	48.000
- 2 Operadores de máquinas	72	18.000
- 2 Motoristas	120	30.000
		<u>434.400</u>
- 10 Supervisores-instrutores para instrutores (tempo parcial)	480	48.000
- 50 Instrutores para operários qualificados	2.400	180.000
- 85 Instrutores por programa	4.080	204.000
- 125 Instrutores por programa	6.000	300.000
		<u>732.000</u>

Despesas de funcionamento

- Despesas de escritório da equipe de concepção e administração		50.000
- Manutenção de 2 veículos		25.000
- Material consumível para a produção de instrumentos pedagógicos		70.000
- Material consumível para as classes de alfabetização funcional		20.000
		<u>165.000</u>

Equipamento, valor locativo etc.

- Valor locativo dos prédios da equipe de concepção e administração		75.000
- Equipamento de escritório para a equipe de concepção e administração		25.000
- Dois veículos utilitários		20.000
- Equipamento das salas e oficinas com material didático local		4.000
- Valor locativo para a utilização dos locais para a alfabetização		p. m.
		<u>124.000</u>

TOTAL da contribuição  
TOTAL da contribuição brasileira  
 para o subprojeto de Salvador

(Cruzeiros novos)	1.455.400
15% do custo dos peritos (US\$)	20.790

(d) Subprojeto rural

(i) Contribuição do PNUD

Peritos (operações preliminares)	M/H	US\$
• Especialista em educação de adultos	18	34.650

Recapitulação orçamentária

1. <u>Contribuição do PNUD</u>	<u>US\$ (dólares)</u>
Equipe central	287.400
Subprojeto de São Paulo	252.200
Subprojeto de Salvador	208.800
Subprojeto rural	34.650
TOTAL:	783.050

2. <u>Contribuição do Governo brasileiro</u>	<u>Cruz. novos</u>
Equipe central	583.500
Subprojeto de São Paulo	2.150.000
Subprojeto de Salvador	1.455.000
Subprojeto rural	p.m.
TOTAL:	4.188.500 cruzeiros novos
ou seja:	1.308.900 US\$ (dólares)

Tradução de Ingeborg K. de Mendonça

/lls.

APTD 03.2.4-8/56